

PERSPECTIVES MISSIONNAIRES

22 1991

Sommaire

| | Page |
|---|------|
| Éditorial | 3 |
| Afrique 1991 | |
| Paul JUBIN | 5 |
| Correspondance de Luanda (Angola) | |
| Beni et Sabine SCHUBERT | 24 |
| Bénin : l'avancée d'un pays parmi les moins avancés vers la démocratie | |
| Aurélien AGBENONCI | 31 |
| Le rôle de LA culture dans le processus d'indigénisation de l'Église au sein d'UNE culture | |
| Lothar KÄSER | 51 |
| Errants et voyageurs | |
| Collectif – Jacques NICOLE | 63 |
| Revue de livres | 74 |

ÉDITORIAL

Neal BLOUGH

Les choses vont vite. Tellement vite qu'on n'arrive même plus à suivre l'actualité, tant il y a de changements. Le communisme est en train de mourir, s'il n'est pas déjà mort. Le vent de la démocratie souffle sur l'Europe de l'Est, mais aussi sur l'Afrique, comme plusieurs articles de ce numéro le démontrent bien.

Néanmoins, ce chemin vers la démocratie ne sera pas facile ni sans piège. La Yougoslavie et le Zaïre sont là pour nous le rappeler. Certains regrettent déjà la stabilité de l'«ancien ordre». Mais le piège le plus difficile n'est peut-être pas celui des conflits entre ethnies ou nations. Il me semble que le véritable enjeu se trouve ailleurs, sur le plan idéologique. D'aucuns prétendent que si le communisme est mort, c'est que le «marché libre» a triomphé. Il ne reste qu'une seule voie pour sauver l'humanité. Ce que certains appellent «l'évangile de la compétitivité» domine largement sur la scène mondiale. Tout doit être fait pour que l'activité humaine et économique soit rentable.

Mais un tel évangile n'est pas vraiment une bonne nouvelle. Ses apôtres invitent tout le monde à table, mais il est clair que seulement quelques-uns (qui auront gagné le salut par leurs oeuvres) s'y retrouveront. Nous savons aussi que cette idéologie

permet et justifie une structure économique dans laquelle 15,4% des habitants du globe détiennent 78,2% du revenu mondial. Que vaudra alors la démocratie dans les nombreux pays qui ne se trouvent pas à cette table d'élites ? Pourquoi élire son président si celui-ci reste sans pouvoir dans le combat économique mondial ?

L'Église, elle, annonce un autre Évangile. La table du Seigneur ne se réserve pas aux plus forts et aux puissants, elle est aussi ouverte aux pauvres et aux marginaux. On ne gagne pas sa place autour d'elle grâce à ce qu'on aurait produit ou consommé, mais tout simplement par... grâce. Proclamer cela aujourd'hui, dans notre contexte particulier, est d'une importance fondamentale. C'est une «perspective missionnaire» dont on ne peut pas se passer.

Neal BLOUGH

AFRIQUE 1991^a

Paul JUBIN

J'ai le plaisir de collaborer avec Paul Jubin au sein d'une équipe d'experts qui examine les questions que soulèvent l'envoi d'expatriés dans le Tiers monde. Au cours de nos séances, j'ai appris à apprécier l'esprit d'ouverture et d'observation de Paul Jubin. C'est un homme du terrain qui connaît bien les situations concrètes. Mais il a également pris assez de recul pour être tout à la fois critique et constructeur. Son regard sur les mutations en cours dans notre contexte européen et dans les sociétés africaines nous invite à réfléchir – afin que ses interpellations ne demeurent pas sans effet. Vu les changements rapides qui surviennent sur le continent africain, les situations décrites auront peut-être évolué au moment où vous lirez ces lignes.

Armand HEINGER



Replaçons-nous en 1986 et demandons à un futurologue, à un fin nez de la géopolitique mondiale, de nous dresser le tableau de la terre cinq ans plus tard. Que nous annonce-t-il ?

^a) Cet article est la version écrite d'un exposé donné le 31 août 1991 dans le cadre de la session d'envoyés en congé organisée par le DEFAP et le DM (services protestants de mission des Églises protestantes de France et de Suisse).

- ◆ Que tous les pays de l'Europe de l'Est auront coupé le cordon ombilical avec Moscou et auront tous des gouvernements issus d'élections libres...
- ◆ Que le pacte de Varsovie sera dissous, les troupes d'occupation en voie de rapatriement...
- ◆ Que le Kremlin aura retiré ses troupes d'Afghanistan, ses conseillers d'Éthiopie...
- ◆ Que l'URSS aura cessé son appui massif à Cuba et aux troupes de Fidel Castro en mission salvatrice en Angola...
- ◆ Qu'à la suite d'une tentative de putsch, l'empire soviétique aura éclaté sous la poussée des fièvres nationalistes et les déclarations d'indépendance des Républiques; que le parti communiste lui-même sera mis hors la loi, sera chassé de l'armée, de la police secrète... Que le KGB passera en mains démocrates... Que le parti communiste lui-même sera privé de ses locaux, de ses privilèges, de ses biens... Que les statues de Lénine seront déboulonnées et abattues sur le pavé des capitales régionales... Qu'on aura sonné le glas de 70 ans de désinformation et d'intoxication intellectuelle...
- ◆ Que la Russie sera décommunisée et son président élu considéré comme le modèle et le sauveur de la démocratie...
- ◆ Que le maître du Kremlin viendra lui-même à Londres demander l'intégration de son pays à la communauté économique des 7 nations les plus fortes, démocratiques et libérales, pour en devenir le 8e...
- ◆ Que les pays arabes, Syrie en tête (pourtant connue pour être le vivier et le camp d'entraînement des terroristes anti-sionistes, avec la Lybie), accepteront d'entamer des négociations directes avec Israël et de renoncer au boycott de l'État juif... Plus encore, qu'une table ronde se profilera pour régler les questions du Moyen-Orient... Et que le pays arabe qui orientait tout son potentiel économique-militaire sur la destruction de l'entité sioniste aura été écrasé par la plus formidable coalition de l'histoire, et rendu à l'état de jachère...

- ◆ Que le Liban aura renoué avec la paix civile...
- ◆ Que les deux Grands, devenus deux amis, auront signé un accord de substantiel désarmement des missiles à longue portée et qu'un vaste programme se dessinera pour affecter les ressources des nations plus aux oeuvres de vie qu'aux oeuvres de mort...
- ◆ Que l'Amérique latine sera libérée de toutes les dictatures militaires ou pseudo-militaires..
- ◆ Que la démocratie, déclarée en 1804 en Haïti (premier pays du continent à devenir République), sera enfin effective après des élections triomphales, balayant les moignons du macoutisme...
- ◆ Que l'apartheid sera en agonie en Afrique du Sud où dirigeants blancs et noirs prépareront le futur..
- ◆ Que le mur de Berlin sera démantelé et vendu en morceaux-souvenir, les deux Allemagnes réunies au sein d'une Europe libre et intégrée, une Europe de l'Atlantique à l'Oural...
- ◆ Que la Suisse aura été secouée par des scandales de fichiers, de P26 ou P 27, sera enfin troublée pas la mansuétude juridique et politique traditionnelle accordée aux dictateurs devenus riches, aux blanchisseurs de narco-dollars, aux princes de la mafia...

Qui l'aurait cru ?

Quelle aurait été votre réaction devant des prédictions aussi euphoriques, devant de telles hallucinations ? Vous auriez hoché du bonnet et perçu ces projections comme impossibles, inimaginables, impensables. Vous auriez traité le voyant de charlatan prenant ses désirs profonds pour des réalités.

Or, tout cela s'est produit, ces événements se sont déroulés. La face du monde a changé rapidement, en quelques années. Nous avons été témoins de ces évolutions, de ces développements, de ces victoires. Nous avons vécu l'histoire en direct, en témoins passionnés, par écran de télévision interposé. Face à ce constat, sautons-nous de joie, entamons-nous de folles sarabandes ? Au contraire, englués par nos habitudes de sinistrose

aiguë, déçus de ce que les événements se sont déroulés autrement que nous ne l'avions prévu ou souhaité, nous entonnons des refrains pessimistes et dubitatifs. Comme si nous préférons les rêves qui nous habitent aux espérances qui sont devenues réalités. Comme si les clivages politico-religieux qui structureraient nos passions étaient plus importants que les libérations successives qui modèlent une terre nouvelle. Comme si nous avons besoin d'un bouc émissaire diabolique permanent, pratique et portatif. Comme si le malheur avait la couleur de l'heureux inattendu. Comme si les non-chrétiens étaient plus chrétiens que les chrétiens. Vous sentez bien que mon propos, même s'il part d'une situation globale, n'est pas étranger aux événements africains.

Et en Afrique ?

Le Tiers monde a vécu 125 conflits armés depuis 1945, accumulant 20 millions de morts, soit plus que pendant toute la guerre mondiale. L'Afrique a payé son tribut à cette hécatombe. Pourtant les choses changent...

La démarche de l'histoire traverse tous les continents. Des vents de démocratie soufflent aussi sur l'Afrique. Ces mutations se déroulent loin de nos médias, donc dans l'indifférence et dans l'incompréhension. Nos opinions publiques du Nord ne perçoivent que les soubresauts violents ou les vagues de requérants d'asile qui se pressent à nos frontières. Et pourtant, que de mutations fondamentales en Afrique, surtout en Afrique noire, partie qui retiendra spécialement notre attention.

L'évolution en Europe de l'Est, la guerre du Golfe et ses soubresauts, les incroyables changements survenus en quelques mois en Afrique du Sud, expliquent en partie ces mutations. Le discours prononcé par le président Mitterrand il y a un peu plus d'un an au sommet franco-africain de la Baule, privilégiant l'appui matériel aux États réalisant le multipartisme démocratique et le respect des Droits de l'homme, a eu un effet d'accélération. Toutefois, c'est la crise économique et financière qui frappe les États, qui constitue un défi vital. Quelques chiffres:

- ◆ Le taux de croissance en Afrique noire a été de 2,5 % dans la décennie 1980 alors que l'accroissement démographique reste supérieur à 3 %, soit un doublement de la population tous les 25 ans.
- ◆ La part des exportations africaines dans le commerce international est tombée de 2,4 % en 1970 à 1,1 % en 1988 et la part de l'Afrique dans les marchés mondiaux a diminué de 13 % pour le café, de 29 % pour le coton et de 30 % pour le cacao.
- ◆ Le poids de la dette atteint 150 milliards de dollars début 1990, soit l'équivalent du produit national brut global des pays; ou trois fois et demi les recettes d'exportation.
- ◆ L'aide au développement humain ne représente que 12 % du montant de l'aide accordée.
- ◆ Une part disproportionnée des budgets, soit environ 90 %, sert aujourd'hui à financer les charges salariales.
- ◆ Le commerce interrégional demeure négligeable : à peine 5 % des échanges commerciaux africains.

Les causes externes sont à chercher dans la détérioration des termes de l'échange (l'Afrique est le continent qui dépend le plus des exportations des matières premières et du déclin des termes de l'échange de ces dernières années) et dans l'alourdissement de la dette. Plus de la moitié du continent africain vivra au-dessous du seuil de pauvreté en l'an 2000. Selon la Banque mondiale, en prenant l'indice 100 en 1980, on se trouvait au niveau 63,2 en 1986. Difficile à croire, mais l'Afrique connaît, depuis le milieu des années 80, des flux financiers négatifs : elle rembourse plus qu'elle ne reçoit. Le secteur informel occupe de 50 à 80 % de l'économie. La hausse des prix dictée par le FMI entraîne des émeutes de la faim, des protestations d'étudiants. Les capitales africaines recensent de plus en plus de diplômés de l'enseignement supérieur désormais au chômage... L'aide massive accordée à l'Est diminue les potentialités à disposition du Sud. Le continent noir est en voie de marginalisation croissante sur la scène internationale. La pauvreté,

l'ignorance et la maladie demeurent, selon l'expression de Julius Nyerere, les trois ennemis de l'Afrique.

Les causes internes résident surtout dans l'incapacité de maîtriser un secteur public et lourdement bureaucratique devenu omniprésent; un enfermement de l'autorité (formée à l'occidentale) dans ses privilèges et ses théories; dans une rupture de dialogue avec les jeunes, avec les femmes et les groupes représentatifs du changement. L'agriculture reste le parent pauvre de la politique de développement. Et ceux qui ont conquis le pouvoir sont prêts à tout pour le conserver.

Les gouvernants ne peuvent plus être aujourd'hui ceux qui savent et décident pour le peuple, qu'ils ignorent, voire qu'ils méprisent. On ne bafoue pas la dignité et les droits des citoyens en vain. Et surtout, les populations aux prises avec les difficultés de survie alimentaire, avec les rares possibilités de travail, avec la baisse de la scolarisation et des soins médicaux, avec la diminution du niveau de vie permanent, passé un certain seuil de tolérance, se rebiffent, se rebellent et découvrent que le changement politique est la clé du redressement économique. D'où ce nouveau mode de relations entre les gouvernants et les gouvernés. La période de transition entre des régimes totalitaires et celle où les autorités élues dans le cadre du multipartisme vrai fonctionneront à plein, suppose un passage délicat où les ajustements économiques, les purifications de l'appareil d'État, des changements sociaux devront être assurés. Or, après avoir chassé la dictature, la population attend souvent un changement radical sans délai : tout, tout de suite ! Parfois, le succès du jeune régime démocratique se joue dans cette période intermédiaire. La mise en place de la démocratie ne se fait pas sans difficultés et sans efforts qu'il faut expliquer, faire comprendre. Les contacts réels, fréquents, attentifs et féconds, entre gouvernants et gouvernés, sont seuls capables d'assurer un consensus politique et social encore plus nécessaire lorsqu'il y a des efforts à partager. Une telle démarche s'accompagne d'une seconde : la moralisation des finances publiques et des systèmes de gestion, sinon comment susciter l'initiative privée sans un minimum de transparence, sans un sanctionnement effectif des

erreurs de gestion ? Comment obtenir un changement économique sans transformation profonde au niveau de la participation économique et de l'exercice des libertés fondamentales ?

Certes, il ne faut pas se bercer d'illusions : un risque existe de passer du mythe du parti unique et de l'unité nationale, à un nouveau mythe, celui du multipartisme. Le plus important, c'est-à-dire, le sens civique, la tolérance, l'honnêteté et la transparence, le souci d'un bien commun supra-familial, la conscience professionnelle, la défense des Droits de l'homme et de la femme, le débat d'idées, restent à consolider, éprouver, acquérir même.

Dans ce continent où explose la revendication démocratique, sans oublier le Maghreb où le pluralisme politique croissant entraîne le raidissement des intégrismes islamiques et des passionnés nerveux des partis uniques, quelles sont les voies qui peuvent préparer l'avenir ?

*

SÉNÉGAL

Le pays se trouve déjà en transition démocratique avancée, grâce au multipartisme et au régime parlementaire prudemment réalisés, sous la présidence d'Abdou Diouf en place depuis le 1.1.81. Les syndicats sont encore liés au pouvoir socialiste. Mais les étudiants et la rue exercent une pression pour accélérer le changement. Le départ du conseiller du président et ministre d'État, le français Jean Colin, n'a pas réglé tous les problèmes.

MAURITANIE

La plus violente tension ethnique de son histoire a secoué le pays en avril/mai 1989 dans une épreuve de force avec le Sénégal, et abouti aux transferts de populations par centaines de milliers. Le président Maaouya Ould Taya a récemment décrété une amnistie générale et engagé une démocratisation à son rythme, de manière à éviter les aléas d'une conférence nationale. En moins de 4 mois, la Mauritanie s'est dotée d'une nouvelle constitution, du multipartisme et de la liberté de presse. Le

premier parti légal vient d'ailleurs d'être créé le 24 août dernier selon la nouvelle loi sur le multipartisme.

MALI

Après le renversement de la dictature de Moussa Traoré en mars 91, achevée tragiquement après 22 ans de pouvoir et de ruine économique, un nouveau pouvoir militaire a accepté la mise en route d'une conférence nationale. Celle-ci a adopté, ce mois-ci, un projet de constitution garantissant le multipartisme, la liberté syndicale (la centrale unique s'est révélée la force prédominante de l'opposition dans le pays et le moteur du changement), la liberté de presse et l'indépendance de la justice, avec élections présidentielles et parlementaires avec scrutin majoritaire à deux tours. La totalité des fonds détournés par Traoré (environ 3 milliards, dont une part importante est à l'abri en Suisse¹) équivaut approximativement à la dette extérieure du pays.

BURKINA FASO

Le capitaine Blaise Compaoré a succédé à Thomas Sankara à la suite d'un putsch militaire en octobre 1987. Il mène le pays des hommes intègres vers une démocratisation tranquille avec un gouvernement d'union nationale dont la moitié est occupée par des membres de l'opposition jusqu'aux prochaines élections présidentielles et législatives qui se dérouleront en novembre et en décembre prochains. Une nouvelle constitution a été adoptée par referendum en juin 1991, instaurant le multipartisme.

NIGER

A la suite de l'ère Diori, puis Kountché, le régime militaire du président Ali Saibou a dû faire face à la centrale syndicale unique, force de changement, et aux étudiants violemment remis au pas par les forces de l'ordre, surtout lors des événements de février 1990. Le pouvoir s'est résigné à la tenue d'une Conférence nationale de 1200 délégués qui s'est ouverte le 29 juillet et s'est autoproclamée souveraine. Elle demande le retrait de l'armée de la vie politique et des institutions réellement démocratiques. Le pays est marqué par le conflit avec les Touaregs, tout comme le Mali et la Mauritanie.

TCHAD

En décembre dernier, l'ancien chef de l'état-major d'Hissène Habré : Idriss Deby chasse du pouvoir absolu (appelé aussi la dictature des moranes) son ancien ami. La situation est loin d'être stabilisée. Les factions militaires concurrentes, alimentées par les animosités inter-ethniques, peuvent à tout moment dégager un nouvel aventurier. Les étudiants multiplient les manifestations. L'économie est au plus bas. Néanmoins, un pluralisme politique se dessine en pointillé.

CÔTE D'IVOIRE

Depuis plus de 30, Houphouët Boigny, appelé Le Vieux, exerce la pouvoir à travers la prépondérance de son parti unique et malgré un multipartisme autorisé. Même les syndicats, apparemment libres, sont teintés de gouvernementalisme. Le microcosme abidjanais se trouve secoué par les intrigues politico-militaires en cette période de ruptures. La situation économique se révèle catastrophique. Le stock de cacao de deux années a été bradé à des prix dérisoires à ceux-là même qu'on voulait forcer à augmenter le prix des fèves. La Côte d'Ivoire est aujourd'hui le pays le plus endetté d'Afrique.

TOGO

Cette petite Suisse de l'Afrique de l'Ouest a été économiquement gérée sans trop d'à-coups, même si sa croissance est faible. Ayant pris le pouvoir en 1967, le général Gnassingbé Eyadéma, à la tête du RTG, parti unique, exerce ses fonctions avec autoritarisme et violence. Cependant, en juillet 1991, le pouvoir a été forcé d'accepter la tenue d'une Conférence nationale, dont par ailleurs il ne s'est pas privé d'entraver les travaux. La Conférence a décidé de transférer la plupart des pouvoirs concentrés entre les mains d'un seul homme à un gouvernement de transition, présidé par un Premier ministre : Me Koffigoh, président de la Ligue togolaise des Droits de l'homme. Le gel des avoirs bancaires des dignitaires du régime au Togo et à l'étranger, a été décidé. La statue d'Eyadéma a été déboulonnée à Lomé. Les travaux ont été «suspendus» provisoirement par le président et les militaires ont encerclé le lieu où siégeaient le millier de délégués. De nouvelles élections présidentielles sont prévues pour juin 92.

BÉNIN

Pays de l'exemplarité, le premier et le seul en Afrique, à avoir passé pacifiquement et démocratiquement d'un régime dictatorial à un régime à multipartisme. Du 19 au 28 février 1990, 500 délégués choisis pour représenter les forces vives de la nation, ont tenu une Conférence nationale de salut public. Ils se sont mis d'accord pour démettre le gouvernement marxiste-léniniste, dissoudre l'Assemblée nationale et nommer un premier ministre. Le président Matthieu Kérékou restait chef de l'État et les pouvoirs étaient transférés au nouveau gouvernement transitoire. Une nouvelle Constitution a été votée par le peuple, suivie par la tenue d'élections libres. Toutes les opérations étaient sous la surveillance du Haut Conseil de la République (sorte de Constituante et de Parlement provisoire) regroupant des sages sous la présidence d'un évêque, Mgr Isidore de Souza². En mars dernier, l'ancien homme fort a été écarté au suffrage universel réellement démocratique et remplacé par Nicéphore Soglo.

CAMEROUN

Le président Paul Biya, qui a succédé au président Ahidjo en 1982, exerce un pouvoir autoritaire, conforté par le parti unique. Il s'est laissé arracher la promesse du multipartisme et se voit réclamer, à travers d'insistantes et parfois importantes manifestations durement réprimées, une Conférence nationale. Ce pays longtemps cité en modèle est en pleine ébullition, et l'activité économique est paralysée. La liberté de la presse a été votée en décembre dernier, une liberté sous surveillance. Le président se voit reprocher de favoriser et de mettre en place les gens de son milieu d'origine. Les syndicats sont contrôlés par le pouvoir. Récemment le président a décidé de mettre 7 provinces sur 10 sous contrôle militaire.

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Le régime autoritaire du général André Kolingba a été mis en place sous la protection française il y a dix ans. Le Rassemblement démocratique centrafricain au pouvoir a rejeté en mai 90 toute idée de multipartisme authentique, mais a accepté par contre la nomination d'un Premier ministre. Des grèves et des arrestations confortent l'opposition, qui réclame la tenue d'une Conférence nationale.

GABON

Omar Bongo est au gouvernail depuis 1967 avec l'appui d'un parti unique. En 1990, en dépit du pouvoir assuré par les recettes pétrolières, le régime enregistre une violence contestataire croissante. La France envoie des renforts militaires «pour protéger la vie des ressortissants français». Le président concède la dissolution du parti unique et convoque une Conférence nationale qui instaure le multipartisme et un gouvernement de transition, dont 22 ministres sur 28 sont d'anciens notables du parti unique. La démocratie a frappé ses trois coups d'entrée sur la scène du Gabon. Mais pour l'heure, le président en place maintient encore toutes ses prérogatives.

CONGO

Le général Denis Sassou Nguesso se trouve depuis 1979 l'héritier de 30 ans d'un régime de type staliniste. Une Conférence nationale a considérablement réduit les pouvoirs du président. La Confédération syndicale semble avoir joué un rôle décisif dans cette défaite de la dictature et du parti unique, le Parti congolais du travail. La Conférence nationale s'est déclarée souveraine et prépare une nouvelle constitution. Le pays se retrouve exsangue, avec une dette extérieure considérable.

ZAÏRE

Le pouvoir dictatorial qu'exerce le président-général Mobutu Sese Seko depuis 1965 est bien connu. Le multipartisme n'est qu'apparent. Les syndicats, la presse, les structures du pays sont à la solde du président, dont le pouvoir discrétionnaire bâtit les privilèges ou accentue les écrasements. Mobutu sait jouer de ses atouts stratégiques auprès des États-Unis et des Occidentaux. Ainsi, le Zaïre présidait le Conseil de sécurité des Nations Unies au moment de la Guerre du Golfe. Son habileté lui a valu la clémence du FMI et de la Banque Mondiale, qui avaient auparavant suspendu tous leurs crédits. Les Églises (surtout l'Église catholique, Ndlr) ont joué un rôle dans le changement et la moralisation de la vie publique et économique, ce qui constitue un encouragement pour les opposants démocratiques.

ZAMBIE

Le chef historique au pouvoir avec son parti unique depuis 1964, Kenneth Kaunda, a cédé à la mise en route d'une Conférence nationale, sous la pression de la rue et de l'opposition regroupée autour du Mouvement démocratique, présidée par le syndicaliste Chiluba, sorte de Walesa zambien.

MADAGASCAR

Depuis 1975, Didier Ratsiraka s'exerce à appliquer la révolution sur la Grande Île. Les Malgaches ont perdu 50 % de leur pouvoir d'achat. Le monopole de l'État sur le riz a provoqué une telle diminution de la production mené que ce pays exportateur doit maintenant en importer ! Depuis le début de ce siècle, la forêt a perdu 80 % de sa surface, entraînant un désastre écologique. Le PNB diminue de 10 à 15 % par an. Ceci explique l'exaspération des foules des grandes villes, notamment de la capitale. Depuis le 10 juin 1991, le pays est pratiquement paralysé et des manifestants par centaines de milliers occupent périodiquement la Place du 13 mai à Antananarivo. Des autorités de remplacement : un président et des membres d'un gouvernement alternatif ont été élus. Pour calmer le jeu, le président a nommé un nouveau gouvernement. Mais la population ne lui reconnaît aucune autorité et semble ignorer le président et les ministres. Malgré l'accroissement de la confusion, la mise en place d'institutions démocratiques se renforce.

ÉTHIOPIE et SOMALIE

Après le départ de Mengistu et la conquête d'Addis Abeba par le FDRPE (Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien), l'Éthiopie entre dans les turbulences et les déchirement tribaux. Des tendances séparatistes exigent des États nouveaux : les Erythréens, les Somaliens, les Oromos, les Afars, les Issas, les Sidamos, nul ne peut dessiner les contours de l'Éthiopie de demain.

Après la chute du président somalien Syaad Barré, une nouvelle République du Somaliland a été déclarée au Nord. Une réunion de réconciliation nationale des factions somaliennes tente d'être mise sur pied.



INTERPELLATIONS

1.- Afrique et Églises

Toutes les grandes religions prônent le respect du prochain, la solidarité, l'amour. Elles ont modelé les civilisations et les sociétés. Leur présence dans de nombreuses nations les ont amenées à pratiquer des échanges interculturels, à intégrer la différence, à respecter les valeurs différentes. Pourtant, l'histoire est jalonnée de heurts et de guerres provoqués par l'intolérance et l'extrémisme confessionnels. Le fondamentalisme et le sectarisme ne sont pas morts. Les forces religieuses sont à la fois modernes dans le sens suprafamilial et très proches du système traditionnel puisqu'elles considèrent tous les êtres humains comme des frères et des soeurs. Aussi les Églises peuvent-elles occuper une place privilégiée dans les changements, dans le développement, dans la transformation de la société. Les réalités montrent une mosaïque de situations. Faut-il s'enfermer strictement dans le religieux et ne pas sortir du pré carré confessionnel ? Faut-il s'ouvrir aux signes et réalités du monde et chercher à accompagner les hommes et femmes d'aujourd'hui dans leur quête d'un progrès qui respecte leur identité culturelle ? Faut-il revoir notre missiologie pour surmonter les génocides structurels qui perdurent et élever la voix pour exiger la justice ?

2.- Échanges interculturels

Les éléments culturels imprègnent toute la présence des Églises outre-mer et tous les programmes de développement. Pourtant, ils ne sont pas suffisamment pris en compte, ni ici, ni là-bas. Or, c'est pourtant lorsque les valeurs, les sentiments éthiques propres, la responsabilité sociale et personnelle d'une culture sont touchés que surgissent les irritations, les troubles et les conflits. De tels problèmes ne peuvent trouver des solutions que dans la conscience d'une réciprocité soucieuse de compréhension mutuelle, d'une approche des problèmes concrets par la confiance, l'amour et l'humour. Et avec la certitude que chaque culture a ses trésors et ses prisons, ses systèmes de domination et ses valeurs, voire des structures incompatibles avec une évolution moderne.

Toute modernisation favorise les uns, pénalise les autres. Dans chaque société, des hommes agissent comme freins, d'autres comme moteurs. En Afrique, les différentes classes de la population interagissent les unes sur les autres : hommes sur femmes, vieux sur jeunes, éduqués sur analphabètes, possédants sur démunis, etc. Les personnes au pouvoir et les plus éduquées, les groupes non englués dans des traditions familiales contraignantes, sont les mieux placés pour bénéficier des changements. Mais ces derniers devraient s'effectuer de manière à profiter à tous et à garantir l'intégration sociale de tous les membres des communautés. Il n'y a pas de développement sans changement, sans turbulences culturelles, sans conflits interculturels. C'est pourquoi les Églises du Nord et du Sud devraient veiller à inclure dans la formation des expatriés l'apprentissage de l'identification et de la gestion des conflits culturels, sociaux et personnels, tant avant leur départ qu'à leur arrivée et durant leur séjour sur le terrain. La cohabitation difficile entre nationaux et expatriés ne révèle-t-elle pas toute la difficulté à vivre une inculturation authentique ? Peut-on transposer des modèles occidentaux sans créer des résultats inattendus et indésirables ?

3.- Africanisation

Le concept d'africanisation soulève passions et polémiques : une stratégie urgente pour les uns, une idiote utopie pour les autres. Elle touche l'engagement de personnel africain et sa responsabilisation, tant sur le plan technique que décisionnel et financier. Dans cette perspective, les expatriés ne doivent plus imposer leur système, leur technique, leur idéologie, mais permettre aux Africains de se libérer de complexes et contraintes façonnés par l'histoire, d'être soulagés des nombreux problèmes familiaux et de clans qui encombrant leur esprit et limitent leur action. Les Occidentaux sont appelés à devenir de plus en plus des conseillers-formateurs-accompagnateurs des nationaux au lieu d'être les patrons de projets ou de missions. Cela suppose, sur le terrain, le choix de forces locales à embaucher et à former, non pas au rabais, non pas copie conforme aux Blancs, non pas bénéficiant prioritairement des faveurs des missionnaires, mais intégrés dans la spécificité locale avec un minimum de garantie de succès et des compétences confirmées, sans créer des habitudes et des besoins qui deviendraient insupportables par les nationaux après le départ des expatriés. Le recrutement et la responsabilisation des nationaux doit dépasser le stade des intentions et suppose un dialogue interculturel permanent. Comment les Églises du Nord négocient-elles leur collaboration avec les jeunes Églises du Sud à cet égard ?

4.- Finances

Les finances et la gestion constituent des facteurs essentiels de blocage dans le processus d'africanisation. Les moyens financiers locaux disponibles sont plus importants et plus mobilisables qu'on ne le croit. Des habitudes de mendicité auprès des Églises et des organismes du Nord se sont répandues au détriment de la mobilisation des ressources locales et de la créativité des nationaux. L'important flux financier du Nord (pluie !) n'inhibe-t-il pas la volonté du Sud dans sa recherche d'alternatives d'autofinancement ?

Bien des raisons peuvent expliquer la corruption et les dérapages : l'entraide familiale, l'insuffisance des salaires et des revenus agricoles, l'absence de contrôle effectif et d'habitudes de gestion, etc. Il serait erroné de porter un jugement moral, de comparer deux cultures différentes. L'enjeu est ailleurs. Veut-on promouvoir une économie moderne plus productive ou maintenir une organisation socio-économique traditionnelle ? La population concernée doit choisir. Dans le premier cas, une coopération est à envisager, dans le second, les expatriés auraient avantage à se retirer.

Trop souvent, les postes de gestion et de direction sont encore occupés par des expatriés. On peut se demander pourquoi on continue à manquer de confiance dans les forces africaines. Ne devrions-nous pas considérer comme prioritaire la formation de responsables et de gestionnaires ? Ne devrions-nous pas encourager les groupements populaires à s'initier à la comptabilité élémentaire et au contrôle financier ascendant et descendant ? Dans la pratique des dons sans contrepartie ni obligations contractuelles, où est la réciprocité ? Le «cadeau» ne tue-t-il pas la recherche d'autofinancement, la rigueur et l'éthique professionnelle ?

Quelles sont les possibilités et les innovations qui s'ouvrent aux Églises à cet égard ?

5.- Investir dans la qualité et le suivi

Selon les affinités personnelles, les expatriés attachent de l'importance aux *réalités extérieures* (compétences techniques, transmission du savoir, santé, alphabétisation, etc) ou aux *réalités intérieures*, profondes, cachées (vie spirituelle, problèmes socio-économico-politiques, problèmes interculturels, gestion des conflits, rapports de force, structures de pouvoir, aptitudes relationnelles, rôle de la l'argent et de ses sources, etc). Or, l'Afrique de 1991 n'est plus celle de 1914 ! Les conditions de vie sont nouvelles. La radio, la télévision, la vidéo permettent à chacun de *savoir* ce qui se passe dans le monde entier, même dans le domaine religieux et dans celui des

Églises. Le paternalisme et la bonne volonté d'antan ne suffisent plus. Les attentes ont augmenté, les exigences se profilent de plus en plus nettement, les solutions globales sont de plus en plus inévitables. Aussi le personnel missionnaire et de coopération au développement doit-il posséder des qualités et des expériences accrues, tant au niveau des responsables de l'envoi au Nord, qu'à celui des envoyés vers le Sud. Les envoyés doivent être accompagnés par leurs «envoyeurs» de manière professionnelle et dans des négociations périodiques prenant en compte les objectifs d'un projet, ses finalités, sa pédagogie, l'africanisation, l'accueil et le dépassement des conflits, la formation permanente, etc. Des visites sur le terrain, style Père Noël, sont anachroniques, et pourtant elles perdurent. Le fait de travailler longtemps entre mêmes partenaires peut entraîner un relâchement des exigences, une tolérance qui peut amener à fermer les yeux sur certains faits, par charité chrétienne : autant d'éléments propres à gommer les conflits ou à rendre difficile toute évolution. On se rend compte aujourd'hui qu'il faut tendre à un plus grand professionnalisme. Les Églises en sont-elles conscientes ?

6.- Cloisonnement

La tendance de notre société européenne à individualiser, privatiser la vie, a ses répercussions outre-mer. Combien d'équipes missionnaires vivent en vase clos; combien de coopérants se limitent aux horizons de leur famille d'esprit, voire à leur projet ! Véritable maladie du ghetto. Visite-t-on d'autres missions, d'autres projets et découvre-t-on les facettes et réalités du pays... avant de se mettre au travail ? Visite-t-on d'autres réalisations travaillant dans le même secteur et recherche-t-on une collaboration ? La coordination est-elle voulue entre Églises, avec l'État, avec d'autres ONG ou s'enferme-t-on dans une compétition sourde et coûteuse qui emprisonne les attentes et les réalisations ? L'État ne peut tout faire. Les ONG ne peuvent tout faire. Les Églises ne peuvent tout faire. Travaille-t-on à une complémentarité positive, *au service et au bénéfice des populations* de la région ou du pays ?

Recherche-t-on une harmonisation dans la conception, l'orientation, la collaboration ou bien, drapé dans un sentiment de juste supériorité (Y en a point comme nous !) se cantonne-t-on dans une juxtaposition pacifique passive ? Où situe-t-on le rôle intéressé des politiciens et des notables locaux ? Développe-t-on une volonté de concertation ou cultive-t-on le cloisonnement ? Ne convient-il pas de passer de la solidarité de groupe à la solidarité organique en détectant des réseaux de connivence, des agents d'autopromotion dans les administrations, les bureaux de conseil, les instituts de recherche ? Méfiance et isolement ou bien confiance et coopération, tel est le dilemme.

✱

L'Afrique de papa a vécu. Elle est en pleine transformation, en plein appétit démocratique et économique. Aujourd'hui, des réajustements, voire des changements courageux s'imposent. Nos Églises sont-elles prêtes à mettre en route des concertations ouvertes, des études-recherches créatives, des harmonisations oecuméniques, des groupes de travail, etc. Sont-elles prêtes à apprendre, recevoir, s'enrichir des valeurs spécifiques africaines ? L'Afrique se réveille, elle a toutes ses chances. L'aiderons-nous à réussir le lancement de sa nouvelle fusée Foi et Développement ?

Paul JUBIN

Paul JUBIN est né dans le Jura, où il a été directeur d'école secondaire. Après un engagement de 3 ans, avec sa famille, à l'île de la Réunion, en qualité de volontaire, il a été animateur du mouvement «Frères Sans Frontières» durant plus de 12 ans. Avec les GVOM (Gais Vagabonds Outre-Mer), il lança la revue oecuménique «Interrogation».

Ensuite, durant huit ans et demi, il a dirigé le service des projets de développement d'Action de Carême à Lucerne (oeuvre d'entraide des Églises catholiques suisses, affiliées à CIDSE). Actuellement, il est consultant et à ce titre réalise des évaluations outre-mer. On lui doit plusieurs publications, et notamment «Promesses de libération ou les Psaumes du pauvre».

Notes :

¹ La DDA (Direction de la coopération et de l'aide humanitaire de la Confédération suisse) vient de mettre un montant d'environ 100'000 francs suisses pour aider le nouveau gouvernement de Bamako à déterminer les avoirs que l'ancien président déchu Moussa Traoré a transféré à l'étranger, et notamment en suisse. Selon le communiqué officiel de la DDA, il s'agit d'encourager ces dernières à *persévérer dans le respect des règles démocratiques et des Droits de l'homme*. C'est un premier pas petit mais important face à ce problème. Selon un enquête de la société McKinsey, on estime que *les fortunes privées du Tiers monde atteignent un montant d'au moins 250 milliards de francs, la majeure partie étant des capitaux en fuite. Soit 40'000 francs par habitant (suisse), ou un quart environ de tous les capitaux en fuite du Tiers monde...* [COTMEC INFO, bulletin de la commission Tiers monde de l'Église catholique en Suisse, n° 137, septembre 1991]

² Voir l'article d'Aurélien AGBENONCI en p. 31

Correspondance de Luanda^a (Angola)

Beni et Sabine SCHUBERT

Cette lettre nous est parvenue de Luanda, où la situation politique a beaucoup changé. Les deux parties ont respecté le cessez-le-feu signé le 31 mai 1991. L'atmosphère s'est vraiment apaisée.

Beni Schubert est théologien au service de l'Église Évangélique Réformée de l'Angola (IERA), qui a ses racines au Nord du pays, dans la province de Uige. Avec sa famille, il a dû se replier sur Luanda, la capitale, où les conditions de vie, de logement et de travail sont très dures et n'assurent que la survie. Alors que la misère économique reste présente partout, un formidable souffle de liberté bouscule toute la société angolaise.

Luanda, fin mai 1991

Chers amis,

Le Président de la République a prié les Églises d'organiser un culte oecuménique de reconnaissance pour la paix. L'État met à disposition le stade de football. Il peut contenir 60'000 personnes qui diront merci à Dieu pour la signature du cessez-le-feu. Ce sont vraiment des «temps nouveaux en Angola», comme le proclament des affiches rouge vif qui ont fait leur

a) Lettre publiée avec l'aimable autorisation de la Communauté Don Camillo, Montmirail, 2075 Thielle, Suisse (tél. 038/33.12.13)

apparition sur les murs depuis quelques semaines. Des temps nouveaux, la «paix», le «travail» et la «liberté» ! Tout ce qui semblait figé et bloqué depuis des années s'est remis à bouger comme par miracle. Et nous, qui pensions parfois être déjà des pessimistes résignés, sommes étonnés de voir le conflit se dénouer si rapidement et des pas concrets se faire pour sortir de la guerre.

Récemment encore, le vocabulaire officiel n'était que «terroristes», «bandits armés», «ennemis du peuple», et voilà que paraît dans la presse une photo montrant un commandant du MPLA et un général de l'Unita se congratulant lors du premier face à face près de Luena, au Sud-Est du pays. Jusqu'au 15 mai à minuit, les combats ont fait rage, les deux parties essayant encore de conquérir ou de reconquérir des positions. Puis il y a eu le cessez-le-feu qui a été scrupuleusement respecté depuis lors.

La guerre est finie. Cette semaine, l'accord officiel de cessez-le-feu sera signé. Il contient environ 1500 pages de résolutions. On a essayé de tout régler dans le détail et sans ambiguïté. Il ne faut pas reproduire ce qui s'est passé il y a deux ans : un cessez-le-feu qui dure à peine quelques jours et la guerre qui reprend de plus belle.

Cette fois, les deux armées ont commencé à déminer. Les premiers tronçons de route doivent être réouverts à la circulation, et nous nous prenons à rêver : «Comment sera-ce quand une partie au moins des nombreux réfugiés regagneront leurs villages et que les villes surpeuplées recommenceront à respirer ? Comment sera-ce quand nous pourrons sortir pour la première fois de la grande prison qu'est Luanda et que nous irons à la campagne ?» C'est comme si les antagonistes se réveillaient d'une terrible folie. On sent que même les deux chefs ennemis sur la photo du journal sont étonnés de pouvoir exprimer ensemble et non plus l'un contre l'autre des souhaits pour le bien de leur pays.

Cela me paraît étrange d'écrire tout cela dans une lettre circulaire car au cours des sept dernières années, nous avons

dû apprendre la discrétion pour ne pas provoquer la suspicion des services de sécurité. Plus précisément, leur méfiance aurait été fondée, mais elle risquait de se retourner contre nous et contre notre Église. Entre-temps, une nouvelle loi sur la presse, interdisant toute censure a été promulguée. Et le ministère chargé de la sécurité de l'État a été dissous il y a plusieurs mois déjà.

Jusqu'à une date récente, les chrétiens étaient considérés comme des réactionnaires, des idéalistes et des nostalgiques. Quelques Églises avaient été reconnues par l'État. Mais la plupart d'entre elles étaient restées dans la situation nébuleuse de sans-droits. Et d'ailleurs personne n'avait rien à dire. Depuis, lors de l'inauguration du nouveau Centre de rencontres de la Fédération des Églises, le Commissaire de district est venu et a tenu des propos très courts et circonstanciés par lesquels il a exprimé qu'il était «justement, précisément, absolument et inconditionnellement reconnaissant pour le rôle précisément, absolument admirable, très important, tout à fait essentiel de l'Église en général et en particulier...». Toutefois nous savons que les hommes politiques n'ont pas tout à coup retrouvé miraculeusement la foi. Mais cela permet au moins aux Églises de respirer un peu et de s'organiser en étant moins opprimées et freinées et nous en sommes très reconnaissants à Dieu.

Cela fait longtemps que vous n'avez pas eu de nos nouvelles directement depuis l'Angola. Vers la fin, la guerre a été terrible, la méchanceté et l'absurdité se montraient sans masque. Même Luanda, où jusqu'alors nous n'avions ressenti la guerre qu'indirectement, était touchée. Souvent, il y avait des pannes d'eau et de courant, la tension montait, les gens étaient de plus en plus nerveux et irritables, et la ville menaçait de déborder. Chaque semaine, des milliers de réfugiés affluaient des provinces et se serraient dans les quartiers déjà bondés. Les gens se construisaient des cabanes et des abris dans les cours. Dans notre immeuble, il y a eu probablement en moyenne dix habitants pour deux pièces, souvent plus.

Pour les autorités de la ville, cette situation signifie des problèmes inimaginables d'hygiène et de nombreux décès.

Ainsi, moi aussi, j'avais concrètement beaucoup à faire. Existe-t-il beaucoup de pays où il faut faire la queue pour les enterrements ? L'immense cimetière installé par les Portugais au début des années septante est si encombré qu'il faut réouvrir et réutiliser les tombes après un temps bien trop court. C'est horrible et nous nous demandons comment quelqu'un peut supporter d'entrer dans ce cimetière sans avoir l'espérance que l'Esprit de Dieu souffle sur ce champ de mort et éveille ces ossements à la vie. Nous avons souvent été étonnés que le peuple ne se soulève pas, poussé par une colère désespérée. «Laisse tomber !» Voilà ce qu'on entend souvent, ponctué d'un soupir. La colère s'exprime par un geste las de la main.

Est-ce que tout va changer ? La guerre est officiellement terminée et c'est une véritable libération. Elle était suspendue au-dessus du pays comme un nuage lourd qui embrume et contamine tout avec ses émanations empoisonnées. Il n'était pas possible de s'attaquer au moindre problème sans être confronté aussitôt à la violente réalité. Maintenant la guerre est finie !

Mais ce pays pour lequel la guerre est depuis trente ans l'état normal va devoir affronter d'énormes problèmes. Des prévisions très optimistes estiment à 150 000, les hommes qui devront être démobilisés. Ils ne sont ni préparés, ni motivés pour la vie civile. Une génération entière n'a pratiquement rien appris d'autre qu'à faire la guerre. Le mot d'ordre était : «Organiser une économie qui soutient la guerre, et faire une guerre qui protège l'économie.» Mais concrètement, cela voulait dire que l'agriculture et l'industrie étaient paralysées : l'argent était dépensé uniquement pour la Défense et l'importation de biens de consommation, mais rien n'a été construit. Les conséquences sur les rapports humains sont désastreuses. Il faut de toute urgence «éduquer les consciences».

Nous nous demandons souvent si nous les chrétiens sommes prêts pour le cessez-le-feu. Est-ce que les rêves et les visions que le feu de Pentecôte a marqués en nous sont encore vivants ? Pouvons-nous encore concevoir comment des hommes peuvent vivre ensemble ? Pendant des années, survivre a significé emprunter des chemins latéraux, agir par derrière, parler à demi

mots car tout le monde était un ennemi potentiel. Est-ce que l'on pourra, dans l'Église, trouver des exemples concrets pour vivre la réconciliation, demander et recevoir le pardon, user généreusement de la confiance, se soutenir mutuellement dans l'amour ?

Vous attendez peut-être depuis le début que je vous parle de nous, de notre vie, de notre travail. Notre expérience personnelle a été la suivante : nous ne sommes pas tellement importants, ce que nous faisons, ce qui nous arrive n'est pas à prendre trop au sérieux. Nous trébuchons, nous sommes entraînés, nous avançons, nous courons, nous titubons dans ce que je peux bien appeler le «tourbillon des événements». Mais nous allons bien. Nous sommes souvent étonnés et reconnaissants car notre vie de famille est gaie, bruyante et intense. Nous n'avons pas de problèmes entre nous ou avec nos enfants et nous nous entendons très bien. Nous devons avoir une constitution relativement bien adaptée à ce pays où le chaos a régné pendant tant d'années. C'est pour cela que nous restons. Il nous a fallu beaucoup de temps pour nous habituer à la vie en Angola. Il a fallu beaucoup de temps pour que nos frères et soeurs angolais commencent à nous comprendre et réciproquement. Il m'a fallu beaucoup de temps pour me débarrasser de l'impression que j'avais de perdre mon temps et pour pouvoir faire un travail dont non seulement je sais, mais je vois qu'il est utile.

Ainsi par exemple, le cours de formation de base des responsables de paroisse devait s'achever à Pentecôte. Il a été interrompu à plusieurs reprises par des deuils et nous l'avons prolongé. En dix-sept semaines, mes deux collègues angolais et moi-même voulons transmettre à une douzaine de personnes un minimum de doctrine, quelques connaissances bibliques de base, quelques idées fondamentales sur la confession de foi, quelques schémas de réflexion éthique. Les sujets ne pourront être qu'effleurés et nous sommes conscients que cela ne suffit pas.

Mais ni les étudiants, ni nous-mêmes ne vivons dans des conditions normales. La plupart des participants sont des

réfugiés venus du Nord vers la capitale. Les familles sont mortes, les champs ont été minés. L'un d'entre eux en a eu assez après quatre ans de service militaire et après avoir perdu son frère à la guerre; un autre blessé par balle, a été soigné dans la capitale de la province et n'a jamais pu regagner son village. Beaucoup ont l'impression d'avoir été repoussés vers Luanda comme par un raz de marée, ils se sont attachés à une paroisse, se sont engagés et ont entendu parler de notre invitation. Et maintenant, nous nous retrouvons quotidiennement sous un toit de tôle ondulée.

Je donne un cours sur la confession de foi. Ceux qui me connaissent savent que je ne suis pas un grand systématicien. Et pourtant je dois transmettre les éléments essentiels de façon à ce que les participants les comprennent bien, puissent reconnaître les liens avec la Bible et soient encouragés à «vérifier eux-mêmes dans les Ecritures si les choses sont bien ainsi.» Tout cela doit être mis par écrit, photocopié et distribué car ils ne disposent d'aucun matériel pour travailler. Grâce à des dons spéciaux, j'ai pu commander un peu de matériel de formation au Brésil, mais les colis postaux suivent des routes compliquées et très longues, aussi je suis souvent amené à écrire moi-même.

Dans le même cadre, j'enseigne aussi l'éthique, ainsi que quelques périodes glorieuses de l'Histoire de l'Église. J'ai beaucoup de travail, mais je suis très reconnaissant pour la grande liberté dont je jouis en ce moment pour faire ce qui se présente.

Nous vous saluons avec un cantique de Pentecôte brésilien que nous chantons souvent. Et nous tendons l'oreille pour écouter si le vent de la vie souffle déjà.

Bien amicalement.

Beni et Sabine Schubert

VIENS ESPRIT SAINT

*Viens, Toi qui fais toute chose nouvelle,
Qui renouvelle notre manière de penser,
Qui donne un sens à nos paroles mortes,
Qui lutte contre l'étroitesse de nos horizons.
Viens toucher notre terre,
Elle est asséchée et dénudée par la souffrance;
Dans cette vallée d'ossements morts,
Souffle l'Amour et la Vie*

*Viens, Toi qui intercède pour nous,
Qui supplie et soupire avec nous,
Qui te plains avec nos plaintes,
Qui élève pour nous nos voix.
Sois la flamme qui nous rend forts,
Sois dans nos coeurs la lumière.
Vois les chaînes de nos omissions,
Sois Celui qui soudain les brise.*

*Viens, Toi qui es donné par Dieu,
Montre-nous où nous sommes mauvais,
Arrête-nous quand nous causons la mort,
Quand nous perdons la raison.
Viens, transforme les projets incertains
En ébauche pour ce qui est vivant.
Permetts que l'espérance et la connaissance
Inondent notre temps.*

Simei Monteiro

Bénin :

l'avancée d'un pays parmi les moins avancés vers la démocratie

Aurélien AGBENONCI

On aura beaucoup commenté ces derniers temps l'éveil récent de l'Afrique à la démocratie. Le Bénin a été l'un des premiers pays, en février 1990, à ouvrir une brèche dans le dispositif politique verrouillé de ces États, brèche dans laquelle se sont engouffrés, avec un bonheur inégal, de nombreux pays du continent. C'est dire l'intérêt du cas du Bénin. Quelle situation a précipité cette évolution ? Quel concours de forces l'a rendue possible ? Quels en ont été les principaux acteurs ? L'article qui suit, sous la plume d'Aurélien Agbenonci, répond avec une grande clarté à ces questions. Paru en juin 1990 dans la revue du Mouvement EMMAÛS International fondé par l'Abbé Pierre, il mérite une diffusion plus large et l'attention des lecteurs de Perspectives Missionnaires.

L'auteur insiste avec raison sur le rôle qu'ont joué dans le déblocage du processus démocratique le «forum des Droits de l'homme» et la prise de conscience par les puissances occidentales du danger qu'il y a à poursuivre le double-jeu qu'elles avaient mené jusque-là. L'échec patent, dans le pays et dans le monde, de l'idéologie marxiste-léniniste et sa faillite économique auraient mérité une mention plus explicite; les événements récents d'Europe de l'Est nous obligent à répéter ce qui est devenu une évidence. Mais, il y a belle lurette que les Béninois avaient perdu toute foi en l'avènement d'un Homme Nouveau version africaine.

D'autres facteurs passés sous silence par l'auteur méritent cependant d'être mentionnés, car ils ont assurément contribué à éviter un bain de sang au pays. Parmi ceux-là, le rôle providentiel de l'Archevêque DE SOUZA a été plusieurs fois souligné ailleurs. Il nous paraît certes lié à un important charisme personnel, mais aussi au refus de l'Église Catholique du Bénin à se compromettre d'aucune manière et à aucun moment avec le défunt régime marxiste. Les nombreuses veillées de prière et l'option non-violente délibérée prise par les chrétiens (qui sont près du tiers de la population du pays) sont une autre clé du succès de la démocratie «à la béninoise». Nous avons été inspirés, quant à nous, par le témoignage fait de confiance en Dieu et de prière instante, de nombreux membres des Églises du Conseil Interconfessionnel^a que nous avons côtoyés. Pour beaucoup d'entre eux, et singulièrement les membres des Églises Indépendantes, ce n'est pas tant la «Démocratie» qu'ils réclament – car c'est souvent une abstraction, un bien grand mot dans un «pays moins avancé» – mais la paix sociale et la liberté de rendre un culte fervent à Dieu. Conception singulièrement plus sobre et biblique que certains accents messianiques de l'article d'Aurélien AGBENONCI.

Depuis le début de l'année, les chrétiens béninois ont redoublé d'ardeur dans leur prière; ils demandaient que la «diplomatie», l'argent, les machinations et les pressions extérieures ne parviennent pas à «tordre le cou» à la démocratie naissante. Dieu a exaucé leur prière: le deuxième tour des élections le 24 mars 1991 a abouti à la mise en place du premier Président et du premier Gouvernement démocratiquement élus en Afrique Noire. Le Président sortant, sentant le pouvoir lui échapper, avait bien essayé de transformer le jeu électoral en un conflit ethnique, lui-même se présentant comme le candidat du Nord contre l'hégémonie à nouveau menaçante du Sud. Il a fallu toute la vigilance et la détermination du Haut Conseil de la République (autorité morale veillant sur le processus mis en place à la Conférence et nommée par elle) pour calmer les esprits et éviter que les événements ne tournent en une guerre civile. Désormais, les nouvelles autorités devront résolument s'attacher à éviter d'alimenter des conflits entre régions ou de trop grands écarts de richesses.

a) Voir en annexe à cet article la déclaration publiée par ce Conseil Interconfessionnel des Églises, p. 45

Plus que jamais, les chrétiens béninois peuvent par leur prière et leurs attitudes désamorcer les nombreux conflits sociaux potentiels et être ainsi sel de la terre. Quant à nous, chrétiens d'autres latitudes, n'oublions pas que les conflits sont exacerbés par la faim. A l'aube du troisième millénaire, le continent africain tout entier chavire dans la grande pauvreté. Alors que les phares des médias se tournent vers l'Est et soulignent avec raison les besoins là-bas, le Sud, et notamment les Églises, ont toujours besoin de notre solidarité afin que «ce que nous avons en trop compense ce qu'ils ont en moins» (2 Cor. 8.14).

Daniel GOLDSCHMIDT



Hier continent de l'insolite qui continue d'apparaître dans les médias sous les rubriques consacrées à la famine, aux guerres tribales et autres rallyes, l'Afrique connaît depuis quelques mois une évolution dont peu d'observateurs mesurent la portée réelle.

C'est la République du Bénin (ex-Dahomey et ex-République Populaire), dont l'histoire politique vient de recevoir un sérieux coup d'accélérateur sous la pression de nouvelles forces sociales, qui pour le moment illustre le mieux cette évolution. Mais on ne peut s'empêcher de se poser la question de savoir si cette expérience du renouveau démocratique au Bénin est la seule hirondelle d'un «printemps» tropical, et donc contre nature et éphémère, ou si elle constitue le point de départ d'un vaste mouvement de démocratisation en Afrique et dans le Tiers monde ?

Même si après Cotonou, de Libreville à Abidjan, en passant par Dakar, Niamey, Yaoundé et Kinshasa, des indices plutôt concordants confortés par les clameurs qui nous viennent de Katmandou permettent d'affirmer qu'il s'agit bien d'une mutation profonde et certainement durable, laissons-nous aller à une analyse du cas béninois pour mieux comprendre ce qui est en route au Sud.

1. Du quartier latin à la place Lénine

La colonie du Dahomey a toujours été l'une des plus rebelles de l'empire colonial français et un simple regard sur la liste impressionnante des 32 gouverneurs qui se sont succédé de 1884 à 1960, ainsi que l'histoire de la Résistance nationaliste, le prouvent bien.

En raison du nombre des cadres dahoméens de haut niveau envoyés d'ailleurs dans toutes les autres colonies et de la qualité du débat d'idées qui avait cours dans ce pays, on avait fini par l'appeler le Quartier Latin de l'Afrique.

Après l'indépendance en 1960 on y connut une instabilité rarement égalée; en une décennie, près d'une dizaine de gouvernements se sont succédé, civils ou militaires, avec des configurations très variées: régime présidentiel ou semi-présidentiel, directoire militaire, conseil présidentiel, junte militaire, etc.

Mais c'est le 26 octobre 1972 qu'intervint un coup d'État militaire que ses auteurs n'hésitèrent pas à présenter comme le déclenchement de la révolution – une révolution qui au fil des années allait bâillonner ce peuple, détruire le système éducatif, démanteler la machine économique et instaurer une dictature au nom du marxisme-léninisme proclamé «idéologie d'État» en novembre 1974.

Pendant 17 ans, le régime révolutionnaire va systématiquement et méthodiquement faire son apprentissage de la dictature, recopiant médiocrement tous les attributs des pouvoirs totalitaires de l'Est ou d'ailleurs, tout en restant largement tributaire de l'aide bilatérale – occidentale surtout – et multilatérale, ce qui ne va pas sans une certaine dépendance politique. Coïncidence ou symbole? Le dernier monument dont l'inauguration fut empêchée par une grande manifestation le 8 décembre 1989 est la statue du Père de la Révolution d'octobre, sur la Place Lénine, qui est restée enveloppée.

2. Une machine économique démantelée

Lorsqu'on sait qu'à l'instar des pays de l'Est, le langage utilisé ici était celui de l'autosatisfaction et du maquillage des données chiffrées, il est intéressant de citer ici un rapport officiel, le dernier établi par le ministère du Plan de la République «Populaire» et destiné à la CNUCED dans le cadre de la préparation de la conférence sur les Pays les Moins Avancés :

«L'économie béninoise a été caractérisée au cours de la période 1980–1987 par un ralentissement de sa croissance. En effet, la croissance nominale du produit intérieur brut (PIB) est passée de près de 22 % en 1981 à 0,6 % et –0,3 % respectivement en 1986 et 1987. Ainsi, on observe un essoufflement régulier et progressif du dynamisme de l'économie nationale depuis 1980 alors que la population s'accroît à un taux d'environ 3 % l'an.

En termes réels, la croissance reste faible. Le PIB à prix «constants» de 1980 est passé de 287 milliards de francs CFA en 1980 à 323,1 milliards en 1987, soit une croissance moyenne annuelle de 17 %. Mais il convient de noter que l'économie nationale a réalisé des contre-performances en 1986 et 1987 avec des baisses respectives de 1,1 % et 3.6 % en termes réels.

Les mauvaises performances enregistrées ont conduit à la «modération» des dépenses publiques en capital. Ainsi, alors que la période 1978–1982 a connu un montant global d'investissements de 253,4 milliards, soit en moyenne 50,68 milliards par an, la période 1983–1986 n'a enregistré qu'un montant de 130,32 milliards, soit une moyenne annuelle de 32,58 milliards avec une part prépondérante «de ressources extérieures qui s'élèvent à 105,42 milliards, soit 80,89 % de l'ensemble des investissements de 1983 à 1986»^b.

b) Mémoire de la République Populaire du Bénin – Conférences des Nations Unies sur les Pays les Moins Avancés. Document : UNCLDC II/CP6 – CNUCED – Genève 1990.

Ce qu'on appelle ici «ralentissement de la croissance», ou «contre-performance», s'est traduit concrètement pour la population déjà très pauvre par :

une baisse constante du niveau de vie des couches les plus déshéritées;

le non-paiement des salaires des fonctionnaires et des allocations et bourses des étudiants. Pis même, les retraités ont connu le non-paiement de leurs pensions, la clochardisation des cadres;

une pénurie de matériel et d'équipement de toute sorte, plus particulièrement dans les formations socio-sanitaires;

une pénurie alimentaire et la raréfaction de certains produits de première nécessité;

la banqueroute des entreprises publiques et privées et la faillite des banques;

le non-paiement des produits agricoles aux producteurs.

Tout cela dans le décor insolent de l'enrichissement des dirigeants du Parti-État, des scandales politico-financiers, des détournements de deniers publics dans des proportions astronomiques, des abus et trafics de toute sorte.

3. Le peuple bâillonné et un système éducatif détruit

Puisqu'il fallait le silence absolu pour piller impunément les biens de la collectivité nationale, on a progressivement mis en place tous les mécanismes répressifs. Dans une ambiance de matraquage idéologique, il était désormais interdit de penser différemment. Un parti unique dit d'avant-garde, le Parti de la Révolution Populaire du Bénin (PRPB), fut créé et placé au dessus de l'État avec les moyens de ce dernier. Rien ne fut épargné à ceux qui osaient s'élever contre ou qui tout simplement ne se décidaient pas à soutenir le processus révolutionnaire : arrestations arbitraires, tortures, assassinats politiques, intimidations, condamnations à l'exil.

Les médias furent transformés en outil de propagande et, bien tardivement, une presse privée censurée vit le jour.

Par la mise en oeuvre improvisée et irréaliste d'une réforme pourtant bien élaborée du système éducatif, on sacrifia de nombreuses générations. Ce fut sans surprise que le pays vécut sa première année blanche et en entama une deuxième. Il n'est malheureusement pas possible d'évoquer dans ce bref survol tous les autres secteurs de la vie nationale qui ont été systématiquement détruits.

Excédé, le peuple finit par se mettre en grève, une grève qui dura plus d'une année avec les enseignants, les étudiants et les élèves en première ligne. Mais un événement apparemment anodin servit de catalyseur à l'expression ouverte de la lutte des forces du refus.

4. Un forum sur les Droits de l'homme et la démocratie comme détonateur

Dans l'ambiance de grève larvée, une initiative non gouvernementale, que d'aucuns analysent aujourd'hui, et après coup, comme anti-gouvernementale, permit de fissurer l'édifice de la dictature au Bénin. C'était en août 1989.

L'Association Mondiale de Prospective Sociale et son Centre Panafricain qu'anime Albert TEVOEDJERE prirent l'initiative d'organiser, en coopération avec le Conseil de l'Europe et l'Organisation de l'Unité Africaine, une rencontre Afrique-Europe dont le temps fort était le forum sur les Droits de l'homme et la démocratie.

L'idée d'un tel forum contraignit d'abord le gouvernement à proclamer une amnistie générale pour les prisonniers politiques; l'application fut évidemment partielle. Mais c'est au cours de ce forum qui bénéficiait d'une immunité de fait en raison de la présence de plus de 150 participants étrangers – ONG^c, parlementaires, chercheurs, etc – que beaucoup de langues purent se délier. On osa dire que le non-paiement des salaires était une violation des Droits de l'homme et que sans démocra-

c) Organisations Non-Gouvernementales

tie et donc sans le respect des Droits de l'homme, il ne pouvait y avoir de développement. Chacun a encore en mémoire les interventions vigoureuses du Philosophe béninois Paulin HOUN-TONDI, de Monique PRINDEZIS de l'Association Suisse «Ecole Instrument de Paix» ou de Edem KODJO, l'ancien Secrétaire général de l'OUA. Loin de nous l'idée de prétendre que ce forum seul a suffi; mais il a constitué une sérieuse estocade portée au régime.

Albert TEVOEDJRE a osé, à l'ouverture de la rencontre, dire au Président : «Si ce pays du Golfe du Bénin choisit résolument de se laisser guider par sa vocation naturelle à devenir l'un des carrefours de rayonnement des Droits de l'homme en Afrique et dans le monde, je puis vous l'assurer, tous ces autres problèmes, [...] économiques, sociaux ou politiques, trouveront plus rapidement que nous ne pensons les solutions que nous attendons depuis longtemps.

Et donc toute libération de prisonnier, toute amnistie générale ou même partielle, toute levée de censure, toute réaffirmation concrète de la «négraille assise inattendument debout, debout à tous les cordages, debout à la barre, debout sous le soleil, debout et libre» constituera une conquête de vrai développement et nous installera dans la lumière de résurrection que nous espérons».

On eut peur pour lui; car certains pour moins que cela ont connu plus de 10 ans de prison et de torture, si ce n'est une condamnation à mort pour complot.

Désormais la société civile avec ses composantes – syndicats non inféodés au PRPB, ONG, associations de développement, comité de liaison des ministères, groupements professionnels et confessionnels – en mettant au coeur des revendications le respect des Droits de l'homme et la participation des populations, isolait chaque jour le gouvernement.

On a donc vu apparaître ou réapparaître des partis politiques jusque-là inexistants ou interdits.

Ici, une mise au point s'impose : le Parti Communiste Dahoméen, que certains médias surtout occidentaux ont présenté

comme le principal mouvement d'opposition et l'organisateur des manifestations qui ont ébranlé le régime, n'a pas l'importance qu'on a essayé de lui donner. Il serait en effet paradoxal qu'un peuple bâillonné et opprimé au nom du marxisme-léninisme pendant 17 ans puisse adhérer massivement à un Parti Communiste, et de surcroît en pleine déconfiture du bloc soviétique. Ce qui est vrai, c'est que, comme d'autres groupes politiques, ce parti s'est engagé dans une lutte contre le régime qui a conduit en prison et à la torture certains de ses militants dont il faut respecter la souffrance. Mais il est difficile d'admettre l'installation d'un pouvoir pseudo-populaire et de fait insurrectionnel que prônent les plus radicaux de ce parti aujourd'hui.

5. Quand les puissances occidentales finissent par jouer le jeu de la démocratie

Toujours est-il que cette conjonction des forces d'opposition accula dans ses derniers retranchements le régime en place, qui pourtant ne s'avouait pas vaincu, fort qu'il était de la caution volontaire ou involontaire que continuaient de lui apporter certaines puissances occidentales par «aide bilatérale directe» ou par programme d'ajustement structurel interposé.

Comme le dit si bien le slogan de l'Observatoire de la Démocratie Internationale : «La démocratie se levait à l'Est mais au Sud on continuait de soutenir des régimes autoritaires».

Il n'est pas faux d'affirmer que c'est sous l'effet de la pression populaire que certaines chancelleries présentes dans le pays proposèrent au régime de satisfaire certaines revendications sous peine de suspension de l'aide.

C'est dire que si certaines puissances occidentales, qui pourtant défendent pour elles et chez elles des valeurs comme la démocratie, la justice sociale, la liberté, arrêtaient de soutenir des régimes dictatoriaux dans le Tiers monde, on assisterait à de nombreux bouleversements. Mais peut-être que les intérêts stratégiques qu'on appelle aussi raison d'État l'interdisent. Au fait comme a dit un constitutionnaliste français : «N'est-ce pas

lorsque l'État perd la raison que l'on commence par parler de raison d'État ?»

Ceci pose par ailleurs le grave problème de la dépendance politique de ces pays pauvres qui ne peuvent même pas se donner les dirigeants qu'ils veulent sans l'avis d'une puissance étrangère.

Toute la pression exercée par les diverses composantes de la société civile mettait l'accent sur la lutte pour les Droits de l'homme. Les revendications des travailleurs qui étaient au début purement salariales devinrent politiques. Ce fut donc sans surprise que le 7 décembre 1989 les organes dirigeants du parti et de l'État annoncèrent :

- la renonciation à l'idéologie marxiste-léniniste qui dans le cas du Bénin était devenue le laxisme-béninisme !
- la séparation du Parti et de l'État,
- l'organisation d'une conférence nationale des forces vives de la nation.

Ce fut le début d'une vraie révolution tranquille.

6. Une conférence nationale pour instaurer un renouveau démocratique

Près de 500 délégués provenant de toutes les régions du pays et représentant plus ou moins toutes les catégories socio-professionnelles devaient se réunir du 19 au 28 février 1990 à l'Hôtel PLM Aledjo de Cotonou, sous la présidence de l'Archevêque coadjuteur de Cotonou, Mgr Isidore DE SOUZA.

La première révolution dans ce pays où tout était censuré fut la retransmission en direct des débats sur les ondes de la Radio nationale.

Tout ou presque tout était dit. On découvrit le système du PRPB dans toute son horreur : les magouilles, les abus, les sévices. Les représentants de la nation réclamaient justice.

Face à ceux qui étaient encore les gouvernants, cette assemblée, dans un acte de courage politique collectif, proclama

sa souveraineté. Désormais tout devait aller vite, même très vite.

Certes, par moments, on s'inquiéta à cause des descentes ou des coups de fil intempestifs du Chef de l'État, qui de chez lui essayait de défendre les dernières positions d'un régime dont lui-même avait accepté consciemment ou inconsciemment la mise à mort.

La Conférence passa en revue tous les secteurs de la vie nationale et émit des propositions concrètes. Leur mise en oeuvre sera confiée à un Premier Ministre élu par cette Conférence et chargé de constituer un gouvernement de transition.

Les mesures les plus importantes prises par la Conférence Nationale ont porté sur les points suivants :

◆ La mise sur pied d'un Haut Conseil de la République composé des anciens présidents, du présidium de la Conférence et de représentants des six provinces. Le mandat de ce Haut Conseil est le suivant :

- contrôler le suivi des décisions de la Conférence Nationale;
- exercer la fonction législative, notamment en matière budgétaire;
- contrôler l'Exécutif;
- étudier les amendements qui seraient reçus après la popularisation de l'avant-projet de Constitution;
- superviser les élections législatives et présidentielles, ainsi que le règlement du contentieux électoral;
- approuver l'avant-projet de Constitution;
- assurer l'accès équitable des partis politiques aux mass média officiels et veiller au respect de la déontologie en matière d'information;
- en cas de vacance de pouvoir, désigner en son sein et selon le cas un membre pour assurer l'intérim du Président de la République ou du Premier Ministre;

- assurer la défense et la promotion des Droits de l'homme tels qu'ils sont proclamés et garantis dans la Charte Africaine des Droits de l'homme et des peuples.
- ◆ La création d'une commission chargée de rédiger la prochaine Constitution qui doit définitivement consacrer un État de droit au Bénin.
- ◆ L'adoption du multipartisme sans lequel il n'est point d'expression démocratique claire et précise.
- ◆ Le rejet de l'attribut «Populaire» pour la République et l'adoption du drapeau de l'ancien Dahomey.
- ◆ L'adoption de plusieurs motions visant à libérer et à réhabiliter tous les prisonniers d'opinion incarcérés depuis le déclenchement de la Révolution; encore une fois priorité aux Droits de l'homme.
- ◆ L'adoption d'un calendrier réaliste devant conduire le pays au référendum constitutionnel et aux élections présidentielles et législatives.

On a aussi enregistré avec satisfaction l'engagement pris par les militaires, par la voix de leur Chef d'État-Major, de retourner dans leurs casernes. Définitivement? Il est permis d'en douter.

Le Chef de l'État qui, à la cérémonie de clôture de la Conférence, a fait le discours le plus bref depuis son accession au pouvoir, s'est engagé à faire appliquer de manière réaliste l'ensemble des décisions de la Conférence.

Certains ont vu dans l'acceptation de cette camisole de force un acte de courage politique et d'autres une capitulation. En réalité, c'est peut-être un peu des deux; mais c'est surtout du réalisme.

7. Droit et devoir d'ingérence : la communauté internationale gouvernementale et non-gouvernementale interpellée

Si les représentants qu'on a appelés forces vives de la nation béninoise ont proclamé la souveraineté de leur Conférence en

chantant l'hymne national, ils ont surtout voulu prendre une précaution supplémentaire en prenant à témoin le monde entier pour garantir l'application des graves décisions qu'ils venaient de prendre.

C'est pourquoi le Rapporteur général de la Conférence a interpellé, dans leurs langues respectives, chacun des ambassadeurs présents : ceux de la France, des États-Unis, de l'Union Soviétique, de l'Allemagne Fédérale, de la Suisse, de l'Égypte en tant que représentant de tous les États africains, et du Ghana en tant que Doyen du corps diplomatique. Il a notamment déclaré : «Nous devons prendre le monde à témoin pour réussir le pacte qu'ici nous avons conclu. Nous en appelons clairement au droit et au devoir d'ingérence du monde entier. Nous en appelons au soutien de tous pour que nous sortions définitivement de l'abîme où nous sommes plongés.»

Les ONG sont désormais une réalité tangible et à leur endroit le Rapporteur a dit : «les ONG sont devenues un appui très puissant pour le développement. Elles sont religieuses ou laïques et elles ont désormais dans diverses institutions internationales des droits de tirage, des lignes de crédit, bref des possibilités d'appui direct qui doivent nous servir immédiatement, notamment dans tout ce qui touche les services éducatifs, les services de santé, l'environnement urbain, le développement rural... Une autre source de richesse, ce sont nos relations avec nos partenaires de la communauté internationale. Nous disons bien partenaires; il ne s'agit pas de mendier, il s'agit de construire ensemble et cela est possible».

Cette volonté de construire ensemble, une vingtaine d'ONG et autres représentants de la société civile béninoise l'ont manifestée en se coalisant avant même la Conférence, au sein d'un Forum du Renouveau^d qui appelle toutes les ONG de par le monde à les aider sur deux plans :

d) Forum du Renouveau, Boîte postale 1501, Fax (229)21.39.65, Porto-Novo

- ◆ la sauvegarde de la démocratie naissante au Bénin par toutes les actions de lobbying et d'information possibles, parce que le bruit des bottes n'est pas bien loin. La Campagne de l'Observatoire de la Démocratie Internationale sur le thème «N'oublions pas la démocratie au Sud. La démocratie se lève à l'Est. Au Sud, nos gouvernements cautionnent encore les régimes autoritaires» va dans ce sens.
- ◆ la mise en place d'un fonds pour financer un programme national de redressement économique et social. Il s'agit d'intervenir sur des projets directement liés à l'amélioration des conditions de vie des populations et prioritairement en zone rurale.

L'Abbé Pierre, fondateur des Communautés Emmaüs, malgré sa grande fatigue, s'est engagé à aller dans ce pays au mois d'octobre pour redire aux plus pauvres son message d'amour et de solidarité. D'autres bonnes volontés se sont manifestées.

Toutes les ONG prêtes à soutenir dans un esprit de vrai partenariat cet effort original pour la démocratie et le développement sont toujours les bienvenues.

De nombreux enseignements peuvent être tirés de cette expérience au Bénin qui semble faire tache d'huile puisque le syndrome de la Conférence Nationale a frappé aussi au Gabon. Mais au moment où on refuse que certains décident pour d'autres, tant au niveau mondial qu'au niveau des États, n'est-ce pas à chacun qu'il appartient de tirer les conclusions qui s'imposent et d'agir ?

Il faut cependant souligner qu'il est important que toutes les forces du progrès, du Sud au Nord et de l'Est à l'Ouest, se solidarisent pour construire notre avenir commun dans un monde où le plus beau reste à faire. C'est à cette condition qu'ensemble nous vaincrons la fatalité.

Aurélien AGBENONCI

Annexe

**Conseil interconfessionnel
des Églises protestantes au Bénin
Colloque des 12 et 13 février 1990
Déclaration**

Grâce soit rendue à Dieu, et paix sur la terre parmi les hommes de bonne volonté !

Les participants, laïcs et pasteurs, au Colloque de Porto-Novo sur le thème : **«Éthique chrétienne et politique dans le Bénin d'aujourd'hui»**, organisé du 12 ou 13 février 1990 sous l'égide du Conseil Interconfessionnel des Églises Protestantes du Bénin, après avoir analysé la crise exceptionnelle que traverse notre pays sur tous les plans, notamment politique, économique, social et culturel, et réfléchi sur leur responsabilité de chrétiens face à cette crise, après avoir en outre apprécié la volonté déclarée des pouvoirs publics de rechercher «la moralisation de la vie politique, ... de la Fonction publique, ... de la vie administrative, économique et financière» au Bénin, et l'invitation adressée aux différents cultes et obédiences religieuses à prendre part à une Conférence des représentants des forces vives de la nation, ont décidé de rendre publique la déclaration suivante.

✱

1.- L'Église, communauté des disciples de Jésus-Christ, ne se reconnaît aucune compétence spéciale pour proposer elle-même, en tant que corps constitué, un projet de société déterminé, conseiller une forme de gouvernement ou une constitution plutôt qu'une autre, choisir un modèle de gestion de la société de préférence à un autre, ou un candidat à la magistrature suprême de préférence à un autre. Dans le champ du débat et des luttes politiques, elle est astreinte à une obligation de réserve, à une neutralité éclairée qui seule peut garantir son indépendance de jugement. Les membres de l'Église, par contre, sont appelés à prendre parti, de manière directe et responsable, sur le terrain politique, selon ce que leur dicte leur conscience, dans les directions et conformément aux options qui leur paraissent les meilleures. Il en découle, au sein de la communauté chrétienne, un pluralisme politique nécessaire, incontournable, que l'Église doit apprendre à respecter.

2.- Au-delà du politique, reconnu comme domaine du relatif, la mission de l'Église est de témoigner en ce monde de l'amour de Dieu pour les hommes et du commandement d'amour qui doit régir notre rapport à Dieu et au prochain. De cette mission découle pour l'Église, dans son rapport au Pouvoir politique, l'obligation de rappeler, quand il le faut, les principes fondateurs de l'éthique chrétienne, principes qui ne sont pas seulement valables pour les chrétiens, mais confirment toujours, en fait, en les dépassant, les impératifs essentiels de la morale humaine universelle. Par exemple : tu ne tueras point, tu ne déroberas point.

3.- De ce point de vue, l'Église ne peut manquer de stigmatiser les abus intolérables devenus habituels depuis plus de 15 ans d'un pouvoir sans partage, et qui ont fini par précipiter le pays dans la crise actuelle. Elle désapprouve formellement les actes de corruption, de gabegie et de prévarication, les détournements tranquilles de deniers publics et autres formes d'enrichissement illicite,

les menaces et l'intimidation, les arrestations arbitraires, les tortures et autres sévices corporels, la propagande mensongère, l'étouffement des libertés publiques et individuelles dans un régime de parti unique excluant toute opposition et toute critique, et à l'abri duquel ont pu se commettre impunément les pires actes de banditisme. L'Église ne saurait approuver une politique et une gestion dont les résultats lamentables s'étalent aujourd'hui aux yeux de tous, avec un Trésor public en état de cessation de paiement, des institutions financières nationales en situation de banqueroute, une paralysie quasiment générale des services publics et de tout l'appareil économique, une crise scolaire et universitaire sans précédent dans l'histoire du Dahomey colonial et postcolonial.

4.- Face à ce lourd bilan, les participants au Colloque, tout en dénonçant l'arsenal d'intimidation mis en place depuis plus de 15 ans, par les pouvoirs publics, font individuellement et collectivement leur autocritique pour avoir manqué de courage au moment où il le fallait. Ils réaffirment la mission prophétique du croyant et de toute l'Église du Christ en ce monde, et l'obligation qui s'ensuit de dénoncer, intelligemment mais fermement, l'injustice, partout où cela s'avère nécessaire, en résistant aux pressions diverses et en refusant toute complicité directe ou indirecte.

5.- Les participants au Colloque déclarent inacceptable la manière autoritaire et antidémocratique dont le marxisme-léninisme a été imposé aux populations de ce pays le 30 novembre 1974. Ils formulent par ailleurs leur opposition résolue à l'athéisme en général et par voie de conséquence, à toute doctrine fondée en tout ou partie sur l'athéisme, à proportion du rôle que joue, dans cette doctrine, la thèse athée. Pour cette double raison, ils se déclarent satisfaits de l'abandon, le 7 décembre 1989, du marxisme-léninisme comme idéologie d'État. Toutefois, les participants au Colloque refusent de se laisser détour-

ner des problèmes essentiels. Ils dénoncent l'alibi facile consistant à mettre au compte d'une idéologie donnée les crimes et autres forfaits de ceux qui la professent, et affirment que par delà l'idéologie, forcément discutable, dont il se réclame, un régime politique doit être jugé, avant tout, sur ses actes, sur sa pratique réelle.

6.- Le Colloque en appelle à tous les membres des Églises protestantes, à tous les chrétiens, à tous les croyants, à tous les hommes et à toutes les femmes de bonne volonté au Bénin, pour qu'ils participent en toute conscience et en toute responsabilité, individuellement ou en groupes, chacun selon ses compétences et par delà tous préjugés tribalistes ou régionalistes, au redressement du pays, dans la concorde et la paix retrouvées. Il affirme cependant que ce redressement suppose la liquidation complète de «l'ancienne politique» et qu'à ce titre, les équipes gouvernementales et les dirigeants qui ont géré le pays depuis le 26 octobre 1972 et l'ont conduit vers ce gouffre, sont définitivement disqualifiés pour présider, encore aujourd'hui, à ses destinées.

7.- Face au délabrement actuel du pays, le Colloque reconnaît la nécessité d'une concertation nationale en vue de définir une charte nouvelle, fondée sur un libre consensus et susceptible de promouvoir, dans le pays, un véritable renouveau démocratique. Si la Conférence convoquée par les pouvoirs publics pour le 19 février peut fournir le cadre d'une telle concertation, si elle peut permettre une confrontation libre, honnête, exigeante, par delà tous les risques de manipulation qui pèsent encore sur elle, si elle réunit effectivement des représentants authentiques, librement choisis et dûment mandatés des forces vives de la nation, ses décisions seront immédiatement exécutoires et devront s'imposer souverainement à tous. Face à la crise de légitimité qui frappe actuellement les institutions politiques du pays, la Conférence devra établir un calendrier précis et prendre toutes dispositions pratiques en vue d'une consultation électorale libre, sans

fraude et sans truquage, destinée à fonder une nouvelle légitimité.

8.– Le Colloque constate qu'en 30 ans d'indépendance, le pouvoir politique a été exercé, dans notre pays, par l'armée ou ses représentants pendant 22 ans, et que, malheureusement, le bilan de cette gestion est globalement négatif. Il saisit l'occasion pour rappeler que la vocation première de l'armée est, non de gouverner, mais de défendre la patrie et invite instamment les forces armées à respecter le jeu démocratique. Le Colloque estime en outre que l'obéissance à un ordre visiblement injuste ou immoral ne saurait être considérée comme un devoir et en appelle, en conséquence, à la conscience de tous et de chacun pour qu'il soit mis fin à la torture, aux sévices corporels et aux traitements inhumains qui, dans les lieux de détention et ailleurs, dégradent autant ceux qui les commettent que ceux qui les subissent.

9.– En vue de remédier à la crise des valeurs et à la grave perversion morale qui rongent notre société, les participants au Colloque invitent tous les hommes et toutes les femmes de bonne volonté à prêter davantage attention, dans leur appréciation des citoyens et citoyennes candidats à des postes de responsabilité politique, à leur profil moral, et à exiger d'être conduits par des hommes et des femmes intègres, honnêtes, régulièrement mariés, peu enclins à la corruption et au trafic d'influence.

10.– Les participants au Colloque, informés de la Déclaration de l'Union des Laïcs catholiques du Bénin à l'issue de sa réunion du 6 janvier 1990, déclarent partager, pour l'essentiel, les préoccupations de leurs frères catholiques face à la Conférence nationale et plus généralement, face aux problèmes que posent aux fidèles, individuellement ou collectivement, leurs rapports avec le pouvoir politique. Ils souhaitent qu'une concertation s'établisse entre toutes les confessions

chrétiennes en vue d'harmoniser leurs positions sur ces questions importantes.

11.- Le Colloque se félicite de la prise de conscience de toutes les couches de la population, et de la force du mouvement démocratique déclenché dans le pays depuis maintenant plus d'un an. Il se déclare solidaire de cette population qui a tant souffert et souhaite que tout soit mis en oeuvre pour assurer le triomphe définitif et irréversible de ce mouvement.

Porto-Novo, le 13 février 1990

Le rôle de LA culture dans le processus d'indigénisation^a de l'Église au sein d'UNE culture

Lothar Käser^b

Dans son livre *God's word in man's language*, Eugène Nida – linguiste et ethnologue – raconte l'histoire d'un missionnaire qui travaillait au Libéria comme traducteur de la Bible. Au cours de la traduction qu'il avait faite de l'Évangile selon Matthieu, il avait eu l'occasion de traduire le «Notre Père». Sa traduction se répandait et on s'accordait à penser, avec raison, qu'elle avait assez bien réussi à contextualiser l'Évangile. En d'autres termes, cette traduction s'intégrait bien dans la culture autochtone préexistante.

Bien des années plus tard, le missionnaire, qui entre-temps avait approfondi sa connaissance de la langue locale, entreprit une révision de cette traduction. Et il remarqua que sa première

a) Ndlr : Nous utilisons ce terme pour traduire le mot *Einheimvermischung* employé par l'auteur de cet article plutôt qu'"assimilation" ou "intégration" afin de bien souligner la dimension culturelle de ce processus sur laquelle il fait porter son développement.

b) Ce texte est tiré d'une conférence donnée par le professeur L. KÄSER à l'occasion du centenaire de la Schweizerische Allianz Mission (mission suisse allemande partenaire de l'Alliance Missionnaire Évangélique, avec laquelle elle a fusionné en 1991).

traduction, satisfaisante sur bien des points, présentait toutefois toute une série de tournures surprenantes. Ainsi devant sa version de Matthieu 6, il fut même troublé. Au lieu de dire «et ne nous soumet pas à la tentation», un préfixe mal à propos faisait dire au texte «... et ne nous surprends pas lorsque nous cédon à la tentation». Il demanda alors à ses collaborateurs autochtones pourquoi ils ne lui avaient pas dit que cette formulation n'était pas correcte. Ceux-ci lui répondirent qu'ils avaient toujours craint de s'opposer à lui et de refuser ses propositions de traduction. Les chrétiens libériens, qui utilisaient cette version de la prière, ajoutèrent que par ailleurs il avait toujours dit que la Bible était la Parole de Dieu et qu'elle disait toujours la vérité. De plus cette formulation leur convenait tout à fait. Cet exemple plutôt anecdotique met en évidence les principaux aspects du rôle de la culture dans le processus d'indigénisation de l'Évangile au sein d'une culture. Ce rôle se caractérise par une extraordinaire influence, extrêmement difficile à cerner parce que complexe.

Qu'est-ce que LA culture ?

Dans les langues européennes, ce mot fait référence à des contenus très différents. Dans son acception la plus courante, cette notion recouvre des domaines tels que la musique, le théâtre et les arts en général. Des discussions sur le temps qu'il fait, des horreurs comme les camps de concentration nazis, des phénomènes comme le théorème de Pythagore ou des processus comme la manière de se moucher ne sont généralement pas considérés comme faisant partie de ce que nous appelons la culture.

A priori, la réunion de ces banalités peut sembler un peu étrange et pourtant elles constituent exactement ce que l'ethnologue considère comme son véritable domaine de recherche. La culture s'avère donc être une notion très étendue avec des significations particulières variables mais qui s'ordonnent en un système presque fermé, lequel est d'ailleurs l'une des réalisations les plus étonnantes du cerveau humain. La complexité de la notion de culture est en fait si vaste que même les ethnolo-

gues ont de la difficulté à la définir de manière brève et pertinente. Ainsi, dès 1950, on répertorie déjà plus de 160 définitions du terme culture dans la littérature spécialisée.¹

Nous nous contenterons d'une version simplifiée d'une définition qui est celle que l'on donne souvent aux étudiants en ethnologie débutants. La culture d'un groupe de personnes consiste donc en la totalité de ce qu'ils font, réalisent et imaginent et qui leur permet de construire et de maîtriser leur existence.² Cependant on ne comprend correctement cette définition que lorsque l'on sait que les faits et gestes observables d'une culture ne constituent que l'aspect le plus superficiel. La structure profonde d'une culture – c'est-à-dire la culture dans le vrai sens du terme – est le système de conceptions et de règles qui sont à la base des faits observables. Ces conceptions et règles provoquent – sont la cause – des faits et gestes observables. En ethnologie, on dit qu'elles les génèrent. Le terme «culture» est une construction du langage scientifique. En réalité, il y a des cultures. La culture n'existe que parce que l'être humain a la faculté d'avoir une culture.

Et UNE culture ?

Le rôle de la culture dans le processus d'assimilation de l'Église de Jésus Christ par un peuple s'identifiant à une même culture est déterminé par une série de facteurs que l'on peut décrire comme les différents aspects d'un système culturel.

Toute culture sous entend un système de pensée. Celui-ci sert à transposer un ordre abstrait dans celui du perceptible. A son tour, ce qui est perceptible peut dès lors faire l'objet d'échange (d'informations) et de construction (de conventions). Prenons un exemple.

Il y a père et père

Dans la vie communautaire et la survie d'un groupe de personnes, la terminologie servant à décrire les liens de parenté, et par conséquent la structure abstraite qui lui correspond, occupe une grande place. Dans de nombreuses cultures,

l'individu est considéré comme descendant de sa mère et ce de manière exclusive au point qu'il n'existe aucun lien de parenté entre un père et ses enfants. Ce système ne retient que le rôle du père comme géniteur à qui il incombe toutefois de pourvoir aux besoins matériels de l'enfant. Mais les fonctions éducatives – les punitions pour mauvais comportement, toute marque ou exercice de l'autorité – reviennent à un autre qui est considéré comme le véritable père des enfants : l'oncle, c'est-à-dire le frère de la mère. C'est lui qui joue le rôle du père au sens pédagogique et psychologique du terme : pour l'enfant, c'est lui qui revêt la figure du père. Dans ces cultures matrilineaires, on ne peut comprendre la problématique paternelle qu'en partant de la notion de frère de la mère. Et de ce fait, dans de telles cultures le complexe d'Oedipe ne se joue pas de la même manière que dans celle des cultures patrilinéaires. Ce phénomène doit être pris en compte dans la manière dont l'Église cherche à faire comprendre et à transposer dans une culture les différents aspects de l'image de Dieu comme «père» qui dans la Bible est un père qui peut punir. Dans ce contexte, Marie, en tant que mère de Dieu, joue un rôle privilégié.

La signification : un champ à géométrie variable

De cet exemple, il ressort aussi que les systèmes de pensée sont modelés par le cadre de la culture à laquelle ils appartiennent. Par exemple, le terme «père» ressort de l'assimilation par une culture du message biblique, avec un contenu propre, caractéristique de cette culture. D'une certaine manière, le terme a été déformé, voire distordu; dans certains cas il est même méconnaissable. C'est ainsi que le terme de «sacrifice» pose parfois des questions théologiques difficiles. C'est surtout le cas dans les Églises d'Afrique, d'Amérique du Sud et même d'Océanie après plus de 100 ans d'histoire missionnaire et de réflexion théologique autochtone, pour le terme de «sacrifice» tel qu'il apparaît dans le Nouveau Testament. La cause principale de cette difficulté provient du système de pensée existant dans ces cultures, qui exerce une action déformante sur les notions nouvelles qu'elles essaient d'intégrer.

On peut ainsi reconnaître dans différentes langues d'Océanie que le terme de «sacrifice» apparaît bien dans le système de pensée d'un groupe de personnes. Mais si on compare ces cultures avec d'autres, on découvre que ce terme ne couvre pas la même réalité. Dans ces langues océaniques, la notion de sacrifice a à faire avec la notion de «cadeau». On dit qu'elle se trouve dans le champ sémantique des cadeaux. Le sacrifice est alors défini comme un cadeau et même par opposition à d'autres cadeaux, comme un don que l'on fait à un être supérieur, à un esprit des ancêtres, afin de le disposer favorablement à accomplir les vœux de celui qui l'offre. Dans cette conception, le cadeau implique l'obligation d'une contrepartie. Il ressemble au don que l'on fait en contrepartie d'un service (fabrication d'un objet) ou d'un objet (livraison d'aliments).

Certes il existe aussi d'autres acceptions de la notion de sacrifice dans ces langues, qui ne supposent pas l'obligation de contrepartie. C'est par exemple les échanges de cadeaux entre beaux-frères. Mais cette acception ne se prête encore pas à traduire la notion théologique de sacrifice. Dans ce cas, si l'on désire rendre à peu près la notion biblique du sacrifice, il ne reste pas d'autre solution que d'employer la première définition du don. Cependant comme il s'agit d'un cadeau demandant une contrepartie, il n'est pas étonnant que des théologiens autochtones fassent des exégèses prêtant à confusion et que des chrétiens essaient de disposer Dieu favorablement à leur égard.

Quand un frère est une soeur et une soeur un frère

On pourrait rétorquer que l'on aurait pu et dû remédier à cette conception du sacrifice en remplaçant l'ancien contenu linguistique par celui, nouveau, que donne la Bible. Or cette remarque témoigne d'une conception naïve de la nature et du fonctionnement des systèmes de pensée existants. En effet, lors de l'assimilation de nouvelles notions, seule la forme s'adapte en général sans problème. Le contenu réel et précis subit souvent des modifications inattendues qui le font généralement se superposer au contenu préexistant.

Un exemple intéressant nous est fourni par le pidgin de Nouvelle Guinée et des îles environnantes. Cette langue d'affaires combine une sorte d'anglais avec la grammaire des langues mélanésiennes autochtones. En pidgin de Nouvelle Guinée, on a les termes *barata* et *sis*a (ou *susa*) qui se laissent relativement facilement identifier avec les termes anglais *brother* (frère) et *sister* (soeur). En néomélanésien – c'est ainsi que l'on appelle ce pidgin – *barata* ne signifie toutefois «frère» que lorsqu'un homme emploie ce terme. Par contre, si une femme emploie le terme de *barata*, elle désigne une soeur. Il en va de même pour le terme *sis*a (ou *susa*). *Barata* ne signifie donc plus exactement «frère», mais «frère ou soeur ayant le même sexe que l'individu qui l'emploie». Cet exemple nous montre que la forme, l'apparence du mot étranger a été adaptée sans grande modification par la culture mélanésienne, mais le contenu a manifestement changé, en fonction du système de pensée [lié à la structure familiale et sociale] de cette culture.

Quand on prend conscience des milliers de facteurs tel celui que nous venons de décrire, qui composent une culture, on a un aperçu du rôle déterminant que joue la culture dans l'«indigénisation» de l'Église de Jésus Christ.^c

Dimension psychologique de la culture

La culture marque les individus jusque dans les couches les plus profondes de leur être. En effet, la culture est aussi un système différencié de stratégies qui visent à la construction de l'existence; système dont les structures sont intégrées par le psychisme des individus qui dans chaque culture particulière l'utilise en vue de la réalisation de l'existence. Cette intégration est le résultat d'un processus long et complexe. C'est par les mêmes voies que l'Église de Jésus Christ devrait intégrer la culture d'une population particulière.

c) Ndlr: c'est l'un des aspects de ce que l'on appelle l'inculturation de l'Évangile.

Le processus d'assimilation de la culture commence à la naissance et ne se termine théoriquement qu'à la mort. L'homme naît entièrement sans culture, mais il a non seulement la faculté d'assimiler une culture et de l'intégrer dans son psychisme – de l'intérioriser–, mais il en ressent l'absolue nécessité. Ce processus est un apprentissage presque totalement inconscient, qui est d'autant plus étonnant qu'il nécessite des prouesses mentales que même un être très doué ne pourra plus jamais réaliser de manière semblable ultérieurement. L'exemple de la langue maternelle fournit un exemple magistral de cet apprentissage qui ne passe par aucune théorie ni aucune méthode particulière, mais se fait uniquement par l'écoute et l'imitation, et cela en un temps record.

L'anthropologie montre aujourd'hui qu'un individu doué d'une intelligence normale apprend, au cours des huit premières années de sa vie, environ 80 % des données culturelles propres à son environnement social immédiat. Une telle performance est facilitée par le fait qu'à cet âge-là, l'individu n'exerce encore ni sa conscience critique ni sa rationalité, ce qui épargne prise de position et résistance intentionnelle. La culture qu'un individu trouve dans son environnement est de l'ordre de l'évidence. Il la connaît, l'intègre dans sa vie affective; elle devient sa norme, ancrée dans son inconscient, et marque dès lors son comportement d'une manière déterminante. Cet ancrage dans l'inconscient de l'individu, qui va de pair avec l'intégration de la culture par l'esprit, a pour corollaire le fait qu'à partir de cet âge-là, la culture assimilée ne pourra plus jamais être effacée, ne pourra plus jamais lui être retirée : elle est complètement intégrée par cet individu. L'«indigénisation» de l'Église de Jésus Christ par une culture va donc aussi comporter une dimension psychologique.

Sentiment de culpabilité et sentiment de honte

Le processus par lequel un individu assimile la culture est inséparablement lié à ce qui imprègne sa conscience. Les travaux dont on dispose actuellement sur la théorie comparée de la conscience (ce qu'on appelle l'elencique³) nous appren-

nent que d'un point de vue anthropologique, on peut classer un certain nombre de cultures selon deux types de conscience :

- ◆ la conscience caractérisée (imprégnée) par un *sentiment de culpabilité*
- ◆ et la conscience caractérisée par un *sentiment de honte*

Dans les deux cas, la conscience teste les actes de l'individu pour déterminer si ceux-ci sont compatibles avec les normes reconnues par son environnement social ou s'y opposent. En cas d'infraction, elle «punit» l'individu par une mauvaise conscience. C'est par anticipation, par crainte de cette mauvaise conscience que la plupart des individus d'une culture ne font généralement pas d'infraction à la norme.

Mais c'est dans la forme que prend cette mauvaise conscience que les cultures se différencient. En règle générale, l'individu souffre plutôt d'un sentiment de culpabilité, ou plutôt d'un sentiment de honte, selon le type de conscience auquel se rattache sa culture. Certes la réalité est souvent plus complexe. Mais cette simplification permet de mieux comprendre l'influence qu'a le type de conscience qui prévaut dans une culture dans sa tentative d'assimiler l'Église de Jésus Christ.

En effet, les cultures dans lesquelles la liberté et la responsabilité individuelles constituent des valeurs élevées, la conscience des individus est caractérisée par la culpabilité. Et les cultures dans lesquelles le lien de groupe représente une valeur importante ou dans lesquelles la survie de l'individu n'est possible que grâce à son appartenance à un groupe, la conscience des individus est marquée par la honte. C'est ce deuxième type qui prévaut par exemple dans les cultures proches de la nature. En effet, quand un individu maîtrise peu la nature, il ne peut vivre, voire survivre, que s'il appartient à un groupe. Dans ce cas, les

intérêts du groupe ont une priorité absolue^d et la honte est un des moyens de s'en assurer, voire de les imposer.

Dans les cultures occidentales modernes, on retrouve les deux types de conscience. Schématiquement, on peut dire que la proportion d'individus caractérisés par la honte est plus forte dans les couches sociales modestes et celle d'individus caractérisés par la culpabilité plus importante dans les couches supérieures. On retrouve la même répartition si l'on compare population rurale et population citadine.

Dans les faits, l'imprégnation de la conscience par la honte implique bien plus que la simple obligation d'un comportement de groupe. Aussi à ce point il serait nécessaire de parler des problèmes que rencontre un enseignant européen dont la conscience est caractérisée par la culpabilité quand il va enseigner, dans des cultures étrangères, des enfants dont la conscience est imprégnée par la honte. Il faudrait aussi parler des conséquences de cette caractérisation en relation avec le recours à l'alcool dans ces mêmes cultures; de la souffrance liée à la pauvreté ou à des conditions de vie précaires dans les cultures marquées par la culpabilité et du poids contraignant que cette misère représente au point de faire envisager le suicide. Il faudrait aussi aborder l'impossibilité d'une conversion à Jésus Christ individuelle, mais la nécessité d'une conversion de groupe, dans les cultures caractérisées par la honte; l'obligation des pasteurs de prêcher une loi dans ces milieux, ce qui confère souvent aux Églises d'outremer un caractère un peu vétéro-testamentaire. Nous devons nous contenter de mentionner une des grandes forces des cultures caractérisées par la honte : la force de cohésion du groupe, force que les cultures caractérisées par la culpabilité ne peuvent de loin pas atteindre.

d) Il vaudrait la peine d'analyser les causes de ce phénomène, mais ce n'est pas l'objet de cet article.

Force de cohésion et formation de l'Église

A ce point, il est utile de faire une autre remarque à propos des relations entre la culture et la vie psychique. On peut penser que les églises primitives d'Asie Mineure et de Grèce n'étaient pas composées essentiellement de représentants des couches sociales supérieures, mais davantage de personnes peu ou pas favorisées, d'esclaves provenant des groupes ethniques dont les cultures étaient apparemment structurées par la honte. Si c'est le cas, l'apôtre Paul a alors écrit ses lettres dans des conditions un peu différentes de celles que nous imaginons généralement à partir de notre expérience de la culture occidentale. C'est particulièrement vrai pour ses exhortations et ses mises en garde concernant le comportement de ses destinataires et les mauvais choix de certaines Églises. On lit généralement ces textes en présumant qu'à l'époque la culture était, comme celle de l'Occident, caractérisée par la culpabilité. [Ils prendraient probablement un sens quelque peu différent si on les lisait en ayant à l'esprit la culture dans laquelle ils furent produits et reçus.^{e)}]

Le rôle de la culture dans le processus d'«indigénisation» de l'Église de Jésus Christ au sein d'une culture est donc à la fois fondamental et complexe. Une culture avec son système de pensée préside non seulement au fonctionnement intellectuel des individus, mais également à leur vie affective. Etant ancrée, pour l'essentiel, dans l'inconscient de l'individu et le dominant même, la culture est à l'origine des fonctions de la conscience et l'oriente suivant les lois du fonctionnement de celle-ci. La réalité sociale qui en résulte pour les individus appartenant à une même culture laisse obligatoirement des traces dans la construction et la vie de l'Église. Malgré l'universalité de l'Évangile, l'Église présente une infinité de formes différentes

e) L'étude qui mettrait en relief la relation entre cet aspect particulier du contexte socio-culturel dans lequel vivaient les Églises auxquelles l'apôtre Paul s'adressait et l'interprétation à laquelle cette situation particulière donne lieu serait vivement intéressante.

pour ce qui concerne les détails de sa vie et de son organisation.

Conclusion

Cette constatation générale amène naturellement une recommandation à faire aux Églises qui envoient des missionnaires dans d'autres cultures. Souvent ces missionnaires vivent une tension; ils ressentent une sorte de pression de la part de leur Église d'origine. Ils savent que lorsqu'ils envoient des nouvelles, lorsqu'ils feront des exposés pendant leur congé au pays, on attend d'eux qu'ils parlent de leur succès, qu'ils puissent fournir des chiffres, qu'ils produisent des résultats.

Or lorsqu'on s'intéresse à l'anthropologie, on constate toujours à nouveau qu'une culture, du fait même qu'elle touche aux zones les plus profondes du psychisme, aux régions les plus intimes de l'être, ne peut se modifier que très lentement. Ne pas tenir compte de cette caractéristique de la culture, c'est courir le risque de provoquer des ruptures ou des phénomènes d'effondrement dans la vie de ceux à qui l'on apporte l'Évangile.

Aussi faut-il que les Églises qui envoient des missionnaires fassent preuve de patience, qu'elles sachent attendre les fruits en leur saison. Il n'est pas inutile de se souvenir du temps que Dieu nous a déjà accordé, à nous cultures européennes et occidentales, pour que nous évoluions. Depuis l'installation des premières ethnies païennes à l'Ouest de l'Europe jusqu'à aujourd'hui, il s'est écoulé bien plus de mille ans ! Aussi serait-ce commettre une injustice que de vouloir que des gens qui vivent un stade de développement décalé par rapport au nôtre deviennent en une génération des chrétiens selon l'image que nous nous en faisons. [...]

La culture est quelque chose d'admirable. Il ne faut pas la changer quand ce n'est pas nécessaire. Quand la culture va à l'encontre du bien de l'être humain, c'est-à-dire quand elle s'oppose à la volonté de Dieu pour ses créatures, alors seulement elle doit être transformée.

Et les changements doivent être amenés et introduits par ceux qui savent mieux que les étrangers ce qui est bon et ce qui ne l'est pas. Un changement culturel doit être un processus qui s'accomplit naturellement, progressivement et constamment. L'Évangile produit des changements. Ces changements ne sont pas à imposer de l'extérieur, mais doivent naître de l'effet de l'Évangile : ils sont l'oeuvre de l'Évangile lui-même au sein d'un peuple.

Lothar KÄSER

Notes

¹ Voir l'ouvrage de A. Kroeber et C. Kluckhohn. *Culture : A critical review of concepts and definitions*, Harvard, 1952.

² Cf le chapitre "Kultur, Psyche und Weltbild" de Wolfgang Rudolph dans *Lehrbuch des Völkerkunde* (éd. par H. Trimborn), Stuttgart, 1971, pp. 54–71.

³ Ndlr : En missiologie, l'*Elenktik* ou *elenctics* est un aspect de la recherche que l'on peut situer entre la théorie et l'histoire. Très sommairement, on peut dire qu'elle essaie de redéfinir la conscience que les humains peuvent avoir du péché, à la lumière à la fois de ce qu'en dit l'Évangile et du rôle du Saint Esprit d'une part et de la manière dont le contexte socio-culturel forge la conscience d'autre part. Cf Klaus W. Müller, "Elenktik : Gewissen im Kontext", dans *Bilanz und Plan : Mission an der Schwelle zum Dritten Jahrtausend* (éd. par H. Kasdorf & Klaus W. Müller), Liebenzeller Mission, 1988. Voir la recension dans la revue de livre, en p. 78

Lothar KÄSER est né en 1938. Après des études de lettres à l'Université de Fribourg (RFA), il a été enseignant en Allemagne et en France. Après une expérience de 5 ans en Micronésie, il s'est lancé dans des travaux de recherche en ethnologie et à la traduction de la Bible en truk (une langue de Micronésie). Depuis 1977, il consacre une partie de son temps à l'enseignement et à la recherche en anthropologie et en ethnologie. En 1987, il a obtenu le grade de Professeur à l'Université de Fribourg (RFA).

ERRANTS ET VOYAGEURS

Voici deux textes sur deux situations analogues qui s'éclairent mutuellement, dans la concret des problèmes comme sur le plan théologique : tout d'abord l'errance de millions de réfugiés dans le monde aujourd'hui; ensuite la situation de l'expatrié – qui rejoint celle du chrétien, «errant et voyageur sur cette terre».

Le premier texte est un appel adressé aux Églises de Suisse à l'occasion du 700^e anniversaire de la Confédération Helvétique. En ce temps où de nombreux conflits ethniques et nationalistes et des guerres civiles déchirent tant de pays, cet appel mérite de dépasser les frontières de ce petit pays.

Lors d'un week-end de réflexion, les responsables des Églises engagés dans l'accueil des requérants d'asile et membres de divers organismes s'occupant de réfugiés (EPER^a, Coordination pour le droit d'asile, AGORA^b, ELISA^c, etc.) sont remontés aux sources d'inspiration de leur action dans la Bible. Après avoir étudié des textes des deux Testaments, ils désirent partager le fruit de leur enquête et inviter les Églises et le peuple suisse dans son ensemble à reconsidérer avec lucidité et sérénité leur attitude et les pratiques actuelles à l'égard des réfugiés et requérants d'asile.

a) Entraide Protestante des Églises de Suisse

b) Aumônerie Genevoise Œcuménique auprès des Requérants d'Asile

c) Coordination des personnes qui assistent aux auditions des requérants d'asile pour leur apporter un appui tant juridique qu'humain (Anagramme d'«Asile»).

Le deuxième texte est extrait d'un article paru dans le Journal des Missions évangéliques (Paris, DEFAP, n° 1989/3, juillet-septembre 1989). A partir de son expérience missionnaire à Tahiti, l'auteur nous conduit à repenser le rôle du missionnaire dans la perspective biblique de l'étranger et à reconsidérer ce que signifie suivre celui «qui n'a pas de lieu où poser sa tête».

Pour une étude plus approfondie du sujet, nous recommandons l'ouvrage de Jacques Chauvin, *Étrangers et voyageurs sur la terre. Compagnons d'un Dieu en marche*, (Éd. du Moulin, 1991. Voir la recension dans notre Revue de livres, p. 76)



Le réfugié, notre prochain^d

Petite anamnèse du problème

Selon les données du HCR (Haut Commissariat pour les Réfugiés), sur 15 millions de gens qui fuient leur terre natale, pour des motifs variés (guerre civile, persécutions, famine, sous-développement, conditions de vie insupportables et désespérantes), 8 % viennent frapper aux portes des pays riches. Or l'Allemagne Fédérale, à elle seule, bien que dévastée, a absorbé 12 millions de réfugiés de l'Est entre la fin de la guerre et la construction du Mur de Berlin.

Le phénomène n'a rien de nouveau. Genève, par exemple, a passé en quelques années au XVII^e siècle, de 8'000 à 13'000

d) Texte légèrement remanié et reproduit avec l'aimable autorisation des auteurs.

habitants par suite de l'afflux de réfugiés huguenots. Nous comptons tous des ancêtres réfugiés dans nos ascendances.

La Suisse a exporté 400'000 citoyens économiquement faibles dans le monde entier de 1848 à 1939 parce qu'elle ne pouvait les nourrir. Les cités au grand destin civilisateur (Athènes, Rome, Paris, New-York et nombre de plus modestes) ont toutes été des cités-refuges par excellence, qui doivent leur prospérité en bonne partie à cet apport exogène.

Le message biblique

Nos références religieuses s'inscrivent toutes dans des mouvements migrateurs :

1. L'aventure de la foi a commencé avec Abraham quand Dieu lui a demandé de quitter sa ville natale vers une destination inconnue.
2. Israël est devenu le peuple de Dieu quand il a fui l'esclavage en Egypte sous la conduite de Moïse pour gagner une terre promise, inconnue au départ et atteinte après 40 ans de tribulations dans le désert. Tout l'Ancien Testament se réfère à cet événement, à ce don libérateur premier de Dieu pour définir le comportement qu'il faut avoir à l'égard de l'étranger en général, du réfugié en particulier, parce qu'il souffre plus que nous.
3. Les prescriptions du Pentateuque en la matière font obligation aux Hébreux d'accueillir et traiter le *ger* (*l'étranger* ou *l'immigré*), ainsi qu'il est désigné, comme un concitoyen à part entière. Six villes ont, en outre, la qualité de cités-refuges. Aucune distinction n'est faite entre réfugié économique et politique, invention des années 1980. C'est la famine qui avait poussé les descendants d'Abraham à se réfugier en Egypte où ils se sont multipliés.
4. Jésus a commencé son existence comme réfugié en Egypte avec ses parents pour échapper au massacre des bébés de Bethléem ordonné par le roi Hérode. Par la suite, il disait lui-même n'avoir pas un lieu où reposer sa tête.

5. Jésus s'est attiré la haine des autorités religieuses pour avoir constamment dépassé la lettre de la loi, en particulier pour son ouverture à l'égard des étrangers. Plusieurs des récits et paraboles parmi les plus significatifs les mettent en scène : la femme cananéenne qui interpelle Jésus réticent pour qu'il guérisse sa fille, la femme samaritaine à qui il révèle que Dieu doit être adoré en esprit et en vérité et non plus dans des endroits précis déclarés saints par les hommes, le centurion romain en qui Jésus a découvert une foi plus grande qu'en Israël, le centurion chargé de la crucifixion confessant que «certainement cet homme était juste», le Samaritain de la parabole, etc.
6. Jésus a constamment dérangé, et même provoqué, «l'establishment». Dans l'épisode des vendeurs chassés du Temple, il ne craint pas de s'attaquer aux intérêts économiques, tant des marchands que des prêtres complices du système, dont la pratique profane le nom de Dieu.
7. Mais Jésus a aussi montré sa sollicitude à l'égard du peuple dans le récit de la Multiplications des pains, dont on peut tirer les enseignements suivants :
 - Il a pourvu aux besoins matériels de la foule assoiffée de sa parole, qui le suivait depuis trois jours dans le désert.
 - Il a utilisé les faibles ressources de ses disciples pour nourrir des milliers de gens, rappelant ainsi que la terre compte assez de biens pour rassasier tous les hommes pourvu qu'ils partagent le peu qu'ils ont. Car «c'est le partage qui est sous-développé» dans le monde moderne, qui pourrait nourrir 13 milliards d'habitants.

Conclusions

La Suisse, née en 1291, a connu de longs siècles de sous-développement avant d'atteindre, au XXe siècle, la terre promise de la prospérité. Pourquoi conserve-t-elle sa mentalité de peuple assiégé, héritée de la dernière guerre, au lieu de répondre joyeusement à l'invitation de Dieu à son peuple dans Deutéronome 26:11, comme s'il n'osait pas croire à son

bonheur: «Tu te réjouiras de tout le bien que ton Dieu t'a donné, à toi, à ta maison, et avec toi se réjouiront le lévite (prêtre ou pasteur) et le **réfugié** qui est au milieu de toi»? La question qui doit nous préoccuper n'est donc pas «Comment les refouler?», mais «Comment les accueillir?».

Dieu est un Dieu en marche. Le temps ne s'arrête donc jamais et les hommes voyageurs sur la terre ne sont jamais qu'à l'étape. Nous ne pouvons en rester à la situation bloquée où nous nous sommes enfermés nous-mêmes par peur d'un lendemain qui déchante.

Accueil et partage sont l'étape suivante. Dieu y pourvoira. Nous sommes tous ses enfants, membres d'un même peuple.

Appel

Nous invitons donc les Églises et le peuple suisse tout entier à s'engager à modifier la psychose de panique qui règne dans le pays depuis quelques années et les dispositions restrictives que nous avons imposées à nos autorités par le vote funeste du 5 avril 1987 et proposons quelques actions immédiates aux chrétiens et aux paroisses :

1. Inviter des requérants d'asile, des réfugiés résidents chez vous et dans vos locaux paroissiaux pour faire connaissance, vous réjouir ensemble et partager.
2. Soutenir activement les organismes qui s'occupent des réfugiés et participer à leur action comme bénévoles dans les centres d'accueil, comme mandataires pour assister les requérants d'asile lors des audiences du DAR^e ou comme donateurs.
3. Inviter également les nombreuses communautés linguistiques isolées à se rencontrer entre elles et avec vous dans vos locaux paroissiaux.

e) Service du Département des Affaires Étrangères de la Confédération chargé de traiter les demandes d'asile.

4. Soutenir toujours plus les organismes s'occupant de développement dans un esprit de solidarité et de partage.

Le besoin le plus important

Les requérants d'asile et les réfugiés acceptés en Suisse ont besoin **avant tout** de chaleur humaine. [...]

Tous ceux et celles qui travaillent avec ces hommes et ces femmes déracinés disent qu'ils reçoivent d'eux bien plus qu'ils ne leur donnent. Nous sommes leurs prochains.

Nicole Rochat
EPER (Lausanne)

Nicolas Desboeuf
Coordination pour
le droit d'asile
(Neuchâtel)

Rémy Wyler
AGORA (Genève)



L'envoyé, cet étranger^f

Jacques NICOLE

Lorsque nous sommes arrivés, ma famille et moi, à Tahiti, nous avons été accueillis avec une chaleur à laquelle nous ne nous attendions certainement pas, habitués que nous étions aux

f) Version légèrement remaniée d'un article paru dans le journal des Missions Évangéliques, 1989/3, publié par le DEFAP (Paris). Avec l'aimable autorisation de l'auteur.

propos critiques que l'on tenait en Europe, en particulier dans les cercles ecclésiastiques, à l'égard du missionnaire.

Cette surprise agréable a rapidement fait place à une grande perplexité dès que nous comprîmes le contenu des discours qui nous étaient adressés. Version légèrement remaniée d'un St Paul enfin convaincu de la valeur apostolique du mariage et de la paternité, j'avais quitté ma patrie bien-aimée et mes proches, je m'exposais même au sacrifice suprême, pour faire retentir la voix de l'Évangile jusqu'aux confins de la terre. Une expression revenait particulièrement souvent à notre propos, celle de *metua* – père et mère – même dans la bouche de gens sensiblement plus âgés que nous. Il devint vite évident que nous n'étions en fait que l'occasion d'une célébration liturgique qui permettait à l'Église locale de faire mémoire de ses fondateurs et d'en louer le Seigneur.

Heureusement pour notre équilibre spirituel, cette expérience gratifiante ne dura pas longtemps. Il apparut progressivement qu'à l'intérieur de la même Église Évangélique de Polynésie Française se manifestait à notre égard une sourde agressivité dont il apparut, à nouveau, qu'elle ne devait que peu de choses à nos propres comportements. Version légèrement remaniée de l'empereur Constantin, j'avais irrémédiablement détruit les trésors de l'antiquité polynésienne, interdit les danses et les éclats de rire, enfermé jeunes gens et jeunes filles dans des salles de classe, habillé les femmes de la tête aux pieds dans des robes laides, informes, et beaucoup trop chaudes pour le climat océanien, accoutré les hommes de complets-vestons et de cravates, équipé les temples de cloches... Le *metua* s'était mué en parâtre et marâtre, véritable censeur tuant toute joie de vivre et d'aimer.

Prisonniers d'une image

Historiquement, ces deux visions du missionnaire sont fondées sur des évidences irréfutables : il y a certainement eu d'authentiques St-Paul qui se «sont faits tout à tous afin d'en sauver quelques-uns» (1 Co 9 : 22) au péril même de leur vie.

Mais il y a eu également des gens affamés de pouvoir qui ont quitté une Europe qui ne leur offrait aucune chance de réaliser leurs ambitions, pour construire leur empire dans les îles du Pacifique ou ailleurs. L'une et l'autre, pourtant, aboutissent aujourd'hui à une situation de non-communication. Parmi les mesures prises^g pour restaurer une atmosphère plus propice au dialogue, on peut relever :

– Un changement de nom pour exorciser un modèle que j'appellerai ici apostolique, par trop chargé de connotation paternaliste et impérialiste : le missionnaire s'appelle désormais *l'envoyé* ! Mais alors que l'ancien missionnaire avait un modèle, l'actuel ne sait plus chez qui apprendre son métier.

– Un raccourcissement notable de la durée des contrats, afin d'éviter d'éventuelles prises de pouvoir de la part d'envoyés européens, accompagné d'une substantielle amélioration des conditions de travail, notamment des salaires.

– L'élaboration d'une théologie du partage, fortement marquée par les idéologies rogériennes et transactionnelles des années 1960 : des Églises du Nord et du Sud se mettent mutuellement au bénéfice des richesses dont Dieu les a comblées, en personnel, en moyens financiers, en intuitions théologiques, etc., et s'interpellent les unes les autres sans esprit de jugement. [...] ^h

Comme il n'est pas question de revenir au modèle de l'apôtre néotestamentaire, appliqué aujourd'hui à l'ensemble de l'Église et à chacun de ses membres, qu'il ou elle s'expatrie ou non, je vous propose aujourd'hui un modèle biblique qui m'a beaucoup aidé, moi le Suisse, tout au long de mon ministère dans le Pacifique, le modèle de l'Étranger.

g) Ces mesures sont celles prises par les responsables de la CEVAA (Communauté Évangélique d'action Apostolique).

h) Dans la version originale de l'article, ici figurait un développement sur le changement de nom.

D'abord il me rappelle une évidence fondamentale, observable dans toute société humaine et dans l'ensemble du monde animal : l'Étranger fait peur. Il menace mon terrain de chasse, mon champ, ma famille, ma culture, ma religion. Et le peuple d'Israël ne fait pas exception à cette règle. Carrefour de civilisations, passage obligé entre le Nord et le Sud, entre l'Est et l'Ouest, Israël voyait constamment des étrangers, soldats, marchands ou réfugiés, belliqueux ou pacifiques, traverser son pays et menacer son intégrité politique, culturelle et religieuse.

La Bible et l'Étranger

L'Ancien Testament connaît deux catégories principales d'étrangers : le *nokrî* et le *ger*. Le *nokrî*, c'est principalement le marchand fortuné qui ne fait qu'aller et venir, et avec lequel l'Israélite ne craint pas de faire de juteuses affaires. Les règles qui lui sont appliquées dans le Deutéronome vont toutes dans le même sens : on peut en particulier exiger de lui des intérêts, alors que cette pratique était interdite entre Israélites. Je ne peux m'empêcher de faire un rapprochement entre ce type d'étranger et les « voyageurs oecuméniques » [...], non qu'ils soient particulièrement bien payés, mais ils sont ressentis comme porteurs de richesses par les Églises qui les accueillent. Ils voyagent, en avion, signe moderne de pouvoir et de fortune, et ils représentent des organisations qui ont des capacités financières très supérieures à celles de leurs hôtes.¹

La seconde catégorie d'étrangers est celle des *gerîm*. Il s'agit généralement d'hommes et de femmes qui ont été, pour une raison ou une autre, contraints de s'exiler. On les appellerait aujourd'hui des réfugiés, malheureux, indigents, et exposés à l'arbitraire du pays dit « d'accueil », sans personne pour les venger. Curieusement ces *gerîm* ont exercé une influence

i) Il y a quelques années, Philip Potter, ancien Secrétaire général du COE, avait invité quelques théologiens à travailler à l'élaboration d'une théologie " de visites d'Églises à Églises ". Ce document n'a, à ma connaissance, jamais été publié.

décisive sur la législation en rappelant l'existence d'autres laissés-pour-compte de la société israélite : les orphelins, les veuves, les esclaves. Par la même occasion, ils rappelaient aussi à la bourgeoisie de Jérusalem que ses ancêtres avaient eux-même été *gerîm* en Egypte, et préparaient ses descendants à vivre en étrangers dans la Diaspora babylonienne. Ce dernier élément offre un intérêt particulier, car il deviendra une composante majeure de la théologie juive et chrétienne : le fait d'errer et de voyager ne doit pas être seulement passivement et patiemment supporté. Il doit être considéré comme une grâce, comme l'état idéal de l'homme devant Dieu. Dès qu'Israël s'est installé en Palestine, il s'est enorgueilli et s'est révolté contre son Seigneur pour suivre d'autres dieux. L'exil a permis aux fils d'Abraham de retrouver cet état de dépendance absolue à l'égard de Yahweh que son père avait connu dans le désert, et lui a réappris l'obéissance à la loi. Il ne parle plus de ses droits : il n'en a pas. Pour survivre, il met toute son énergie à se faire accepter par le peuple d'accueil, à travailler et même à prier pour son harmonieux développement (Jé 29 : 5–7). Cette attitude est devenue normative pour la Diaspora dans son ensemble, et a permis au peuple juif de survivre aux pogroms et aux autres violences antisémites jusqu'à aujourd'hui.

Le Nouveau Testament reprend et universalise la même perspective à partir du modèle de Jésus-Christ « lui qui est de condition divine n'a pas considéré comme une proie à saisir d'être l'égal de Dieu. Mais il s'est dépouillé, prenant la condition d'un serviteur, devenant semblable aux hommes... ». (Ph 2 : 6–7). Le suivre, particulièrement pour Luc, c'est accepter d'être errants, voyageurs et étrangers sur cette terre. C'est à partir de là que l'Église revendique pour ses membres le statut de fils et filles d'Abraham et, pour elle-même, le titre de nouvel Israël. Il faudrait ici, si nous en avons le temps, reprendre un certain nombre de textes-clés où il apparaît clairement que la mission de l'Église s'articule étroitement à l'errance fondamentale de son fondateur, de ses apôtres et de ses membres.

Le fait de se savoir étrangers n'a pas d'effet éducatif sur l'envoyé seulement. L'Église d'accueil aussi, si elle a en face d'elle des envoyés vraiment représentatifs des sans-pouvoir, des *gerîm* qui sillonnent le pays qu'elle est chargée d'évangéliser, si elle est solidement fondée sur celui «qui n'a pas de lieu où poser sa tête» (Mt 8:20), changera certainement son attitude présente. Elle y sera même aidée par les traditions de son peuple, souvent fort riches et belles en ce qui concerne l'accueil de l'étranger. Il suffit de voir, à ce propos, le mythe de Zeus Hikesios, ou Xenios, de l'étranger maltraité, ou celui du Requin Blanc à Kiribati, où l'étranger est présenté comme un frère qui revient enfin à la maison après une longue et amère querelle. Il me paraît évident qu'une étude plus poussée de l'étranger, de sa psychologie et de son rôle dans n'importe quelle société humaine aussi bien que dans l'Écriture, aiderait les organismes chargés d'échange des personnes dans la poursuite de leur tâche et l'élaboration de leur politique.

Jacques NICOLE

Après des études de théologie, Jacques NICOLE a d'abord été Directeur de l'École pastorale de Tahiti, (de 1975 à 1977). puis durant plusieurs années, il a enseigné les disciplines bibliques et assuré la direction, comme adjoint, du Collège théologique du Pacifique à Suva. (Iles Fidji). En 1988, il a présenté une thèse de doctorat intitulée *Au pied de l'Écriture – La traduction de la Bible tahitienne* à la Faculté de Théologie de Lausanne (Suisse). Actuellement, il est Directeur de l'Institut oecuménique de Bossey (près de Genève) et responsable du programme de la formation théologique. Voir son article «Mission et traduction de la Bible dans le Pacifique» dans *Perspectives Missionnaires* n° 16 (1988).

Revue de livres

Nancy FELIX



Jacques Matthey

Non-chrétiens mes frères

Aubonne, Ed. du Moulin, 1991, 104 p.

Le mouvement des peuples et des gens, avec son corollaire qu'est la fréquentation de personnes issues de culture et par conséquent souvent de religion différentes d'une part, et la floraison de sectes et de mouvements religieux allant du syncrétisme le plus ouvert à l'intégrisme le plus farouche d'autre part, ne permettent plus d'éluder la question du dialogue avec les autres, en particulier les adeptes d'autres religions.

Cette confrontation n'est pas radicalement nouvelle. Les premières Églises chrétiennes, une fois le ministère des premiers apôtres itinérants éteint, furent d'emblée appelées à rendre témoignage au Seigneur Jésus au sein d'un empire romain où prévalaient bien d'autres religions que la leur. Certes, dans les textes du Nouveau Testament relatifs à cette Église du premier siècle, on ne trouve pas d'appel à l'évangélisation, au sens technique où nous l'entendons aujourd'hui. Mais c'est à travers la vie communautaire, familiale et sociale de ses membres qu'elle devait signifier sa conviction et renvoyer le monde au Christ ressuscité.

Il ressort aussi que ce n'est pas la défense de l'Évangile – on dirait aujourd'hui un souci apologétique – qui devait motiver ces premiers chrétiens, mais l'amour de l'autre comme signe de la paix trouvée en Dieu. «Le dialogue est une question d'éthique avant d'être une question de dogmatique», dit J. Matthey (p. 16). Il est «l'expression même de l'humilité de ceux qui sont assurés de la justification par la foi seule» (p. 23).

Après avoir donné ces bases bibliques à sa réflexion, l'auteur poursuit en réaffirmant que le Christ est le seul salut du monde (p. 57), mais que des non-chrétiens ont servi le Christ malgré eux. A travers leur attitude de bienveillance, ils ont servi le Christ sans le connaître (cf. les «petits» dans Mc 9, Mt 18 : 6&10; 25 : 40; Mc 3 : 33-35, etc). Ces passages attirent notre attention sur le fait que le salut éternel est lié à la relation que l'homme entretient avec le Christ. La relation au Christ n'est pas une affaire de foi, de connaissance, de confession de foi, mais d'attitude désintéressée envers l'autre, en particulier le plus petit (Mt 7 : 21-23).

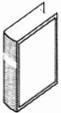
Le troisième chapitre a le grand intérêt de nous faire comprendre le chemin à parcourir de l'adoration de Dieu à la reconnaissance du Christ ressuscité comme Jésus crucifié. Pour cela, l'auteur nous conduit du cheminement des mages à travers le prologue de l'Évangile de Jean au récit de la rencontre de Corneille avec Pierre qui le conduira à rencontrer le Christ. Ainsi si l'on peut dire que Jésus est présent dans la création (cf. Jn 1), il faut que l'Esprit saint vienne illuminer l'esprit humain pour qu'il puisse confesser le Christ ressuscité comme Jésus crucifié. Le Nouveau Testament ne permet pas de dire sans autre que l'Esprit saint est présent universellement dans toute action humaine bonne et dans toute religion.

Dans le quatrième chapitre qui constitue la conclusion de cette réflexion, on aurait pu souhaiter que l'auteur développe un peu plus ses thèses. Toutefois, elles ont l'intérêt de nous aider à poser de manière plus objective notre souci de dialogue avec les hommes et les femmes d'autres religions et avec les autres religions en tant que telles. Ce fondement a trois aspects. Premièrement, c'est l'amour qui doit nous pousser vers le prochain, fût-il un ennemi. Accueillir l'autre n'implique toutefois pas d'accepter toutes ses idées. Il est même parfois nécessaire de résister aux puissances, à l'idolâtrie et à l'oppression. Deuxièmement, nous ne détenons pas la clé de la relation juste avec Dieu. «La frontière entre la foi et le refus de Dieu ne se confond pas avec les frontières visibles de nos communautés» (p. 92). Troisièmement, l'action du Christ au coeur de l'homme et des situations dépasse le cadre des Églises chrétiennes.

Dans ce petit livre, qui n'est pas une réflexion sur la mission et l'évangélisation en général, mais sur le dialogue, ce n'est pas la tâche de l'auteur de développer le contenu de la Bonne Nouvelle. Toutefois, il nous offre quelques beaux passages sur la figure du Christ mort et ressuscité, seul salut du monde. A la lumière d'une telle confession

de foi, ni le relativisme, ni l'intolérance ne sauraient trouver leur voie dans notre relation avec nos contemporains.

✱



Jacques Chauvin

**Etrangers et voyageurs sur la terre.
Compagnons d'un Dieu en marche**

Aubonne, Ed. du Moulin, 1991, 88 p.

Fondamentalement le voyageur est le symbole de la condition de l'homme sur la terre. C'est la condition d'Adam et Ève appelés à sortir du jardin pour cultiver la terre que Dieu met devant eux. En effet, croire que l'homme aurait été immortel ressemble plus à la philosophie de la gnose et au mythe du paradis perdu qu'à l'homme de la Bible appelé à vivre comme être en relation avec son histoire.

Mais à sa sortie du pays d'Egypte où il a vécu l'expérience du déracinement, de l'oppression envers l'étranger perçu comme menaçant, Israël devient «l'invité» de Dieu sur une terre nouvelle. Il en est l'hôte, ce qui mine à la base toute notion de terre sainte et toute justification du nationalisme. Du reste, Babel démontre d'emblée ce qu'il advient quand les hommes refusent la différence. «Le plus grand fléau dont puisse souffrir l'humanité est le refus de voir l'autre dans sa spécificité, source inévitable de désordre et de confusion.» (p. 15)

Dans le deuxième chapitre de son ouvrage, l'auteur nous fait survoler l'histoire du peuple d'Israël en s'arrêtant sur trois figures d'étrangers qui ont contribué à l'histoire du salut. Tamar, à qui ses beaux-frères israélites ont refusé de faire justice (Gn 38), a réussi, par sa ruse, à donner une descendance à Judas et par là à entrer dans la généalogie de David...et de Jésus. Ruth fait entrer dans le peuple de Dieu la tribu de Moab issue de la relation incestueuse de Lot. Enfin, c'est la conversion des Ninivites qui parlera de la part de Dieu à Jonas, ce Juif suffisant et l'amènera à sortir de l'enfermement dans lequel le tiennent ses privilèges, pour achever sa conversion.

Après avoir évoqué l'attitude de Jésus face aux étrangers, tant au travers de ses paroles que de ses rencontres, et celle de l'Église primitive, l'auteur mentionne, trop brièvement, quelques chefs

d'oeuvre de la littérature au coeur desquelles on lit le thème du voyage et de la quête qui lui est associé.

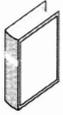
A ce point il nous fait entrer au coeur du débat en présentant la dialectique entre sédentarisme et nomadisme au travers de trois grands moments de l'histoire de l'humanité, on peut même dire de l'humanisation. A travers la confrontation de Caïn le cultivateur sédentaire et d'Abel le pasteur nomade se dessinent et se nouent tous les conflits culturels, politiques et religieux. Babel, qui met en oeuvre toutes les ressources de la science humaine, dresse le spectre de tous les totalitarismes, avec leur cohorte d'esclavages. C'est avec l'exode qu'apparaît le voyage véritable. Le peuple est libéré non pour asservir les autres, mais pour servir Dieu, ce qui se vivra dans une relation toujours à reconsidérer avec les autres peuples. Le rapport que J. Chauvin établit entre cette expérience du voyage et la révélation de Dieu est très féconde. En effet, au cours de cet exode, Dieu se révèle aussi comme le Dieu nomade, c'est-à-dire le Dieu qui ne se laisse pas figer, pas fixer par des images, mais celui qui est celui qu'il sera^a.

A la fin de son ouvrage, l'auteur nous conduit sur les pistes d'une réflexion pour aujourd'hui où l'on vit à la fois le déplacement forcé de personnes fuyant dans l'espoir d'une demeure et l'immobilisme de gens figés parce que sans but pour les tirer en avant, parce qu'enfermés par la peur de tout ce qui bouge. Pour les premiers ce sont les affres du déracinement, pour les seconds souvent la solitude ou l'errance spirituelle, en particulier au travers d'expériences politiques ou religieuses les plus diverses. Dans ce contexte, l'itinérance n'est pas une fin en soi, mais un mouvement incessant vers l'autre d'un homme ou d'une femme libres en réponse à la démarche d'un Dieu qui s'est approché. Ce mouvement n'est pas une aventure réservée à quelques courageux, mais une des raisons d'être et une des conditions de survie de l'Église.

Un livre à lire absolument en ce jour où fleurissent les nationalismes – et où s'ébauche un dialogue difficile sur l'occupation de la «Terre sainte»...



a) Selon Ex 3 : 14, version TOB: ...«je suis qui je serai».



Hans Kasdorf & Klaus W : Müller (édité par)

Bilanz und Plan: Mission an der Schwelle zum Dritten Jahrtausend

Bad Liebenzell, Liebenzeller Mission, 1988, 504 p.

Cet ouvrage bilingue (allemand et anglais avec résumé dans l'autre langue pour chaque chapitre) a paru à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire du Professeur G. W. Peters qui a consacré sa vie à la Mission et à la missiologie dans les milieux mennonites des États Unis. Il regroupe vingt-trois contributions de spécialistes d'Amérique du Nord et d'Europe. C'est une tentative très intéressante de présenter les facettes de la missiologie de manière différenciée. Ainsi il comporte cinq grandes parties: Théologie, Histoire, Religions, Sciences sociales, Théorie et pratique. Bien qu'on puisse regretter que cet ouvrage ne comporte aucune contribution de spécialistes émanant de l'hémisphère sud, on peut se réjouir de la voie courageuse qu'il ouvre à la réflexion et à la recherche dans les milieux qui s'occupent de Mission. En effet, il se veut surtout une incitation à donner des bases scientifiques, une vision planétaire et un sens communautaire à la Mission; Mission dont les acteurs sont tous à l'écoute d'une même Parole.

Le découpage en cinq parties elles-mêmes subdivisées en chapitres bien organisés et un index très complet facilitent la lecture de cet ouvrage.

*



David J. Bosch

**Transforming Mission :
Paradigm shifts in Mission Theology**

Maryknoll (New York), Orbis Books, 1991, 588 p.

Il est certains livres dont la parution fait date. C'est le cas de ce dernier ouvrage que nous devons à la plume de David J. Bosch et qui fait figure de somme dans le domaine de la missiologie. Somme non seulement par la taille du volume (environ 600 pages), mais surtout par l'ensemble cohérent qu'il forme, rassemblant dans la même couverture une réflexion biblique (les modèles qu'offre le Nouveau Testament), historique (les réalisations de ces modèles qu'offre

l'histoire) et pragmatique (les voies d'une missiologie pertinente pour notre fin de XX^{ème} siècle).

Les qualités d'exégète de l'auteur lui permettent de faire reposer son édifice sur une herméneutique qui dépasse une lecture du texte biblique trop proche de la lettre –qui tente de lui faire donner des réponses pratiques à toutes les questions– pour essayer de donner une vision globale de la Mission telle qu'elle ressort de l'ensemble des textes du Nouveau Testament.

Quand il traite des développements historiques de la mission, l'auteur manie l'outil fort utile qu'est la notion de «paradigme» (ce terme est utilisé en linguistique pour définir l'ensemble des termes qui peuvent figurer dans une position de la chaîne parlée, par exemple d'une phrase. Ces termes sont en relation de substitution les uns par rapport aux autres. D'une certaine manière, il en est de même pour les modèles différents et successifs que l'Église a créés pour concrétiser la Mission). Partant, la notion de mutation paradigmatique rend intelligemment compte à la fois de l'évolution et de la continuité du mouvement missionnaire au cours de la vie de l'Église. Cette notion permet de «raccrocher» un certain nombre d'événements missiologiques à des étapes marquantes de l'histoire.

A partir de ces deux parties (environ 370 pages), l'auteur tire la conclusion que la mission de notre temps ne peut être qu'une mosaïque faite de pratiques et de principes multiples et complémentaires qui s'enrichissent les uns les autres.

Ce livre s'adresse aux milieux des Églises historiques qui connaissent souvent un grand malaise face à la Mission conçue comme évangélisation et création d'Églises. Ces Églises ou organismes sont tentés de se consacrer à des projets que des structures séculières pourraient aussi bien assumer. Mais il s'adresse aussi aux milieux des missions conservatrices qui continuent à envoyer des missionnaires vers le Sud afin de réaliser leur objectif de toujours qui consiste à sauver des âmes de la damnation éternelle. Pour David J. Bosch, les uns comme les autres sont coupables de fonctionner sur une image du monde qui relève encore d'un dix-neuvième siècle triomphant mais maintenant révolu. Le temps de la mission, lui, par contre, n'est pas révolu. Mais il requiert d'interpréter les temps à la lumière à la fois de l'histoire et de la foi afin de nous rendre capables de créer un modèle pertinent pour le XXI^{ème} siècle qui pointe; de faire preuve de

hardiesse dans la créativité pour assurer la continuité de cette vocation qu'est la mission en utilisant au mieux ce que l'histoire nous a appris.

A travers les propositions que David Bosch fait dans la troisième partie de sa trilogie, on peut reconnaître, tant certaines suggestions issues de Vatican II, que des recommandations du Comité de Lausanne pour l'Évangélisation ou des réflexions de la Commission pour la Mission et l'Évangélisation du COE. Fi à ceux qui voudraient à tout prix classer cet auteur, qui de plus comme théologien réformé se fait éditer par une maison catholique ! C'est la manière dont il traite ces données qui en fait l'originalité. Elles sont organisées autour de treize mots-clés : la mission de Dieu, la médiation du salut, la quête de la justice, l'évangélisation, la contextualisation, la libération, l'inculturation, le témoignage commun, le sacerdoce universel, le témoignage auprès des personnes d'autres religions, la mission comme théologie, l'espérance. La fécondité de cette dernière partie ne tient pas seulement à la variété d'informations rassemblées et à la manière de créer des liens entre elles, ce qui représente déjà une gageure, mais à sa dimension pédagogique. En les présentant de cette manière, l'auteur fait apparaître les convergences qui se dessinent entre les différentes tendances présentes dans la chrétienté.

L'évangélisation du monde au XXIème siècle sera plus oecuménique ou ne sera pas.